

# 100 VOIX



Les perspectives  
du Sud sur ce  
qu'il adviendra  
après les  
Objectifs du  
Millénaire du  
Développement

Amy Pollard,  
Andy Sumner,  
Monica Polato-Lopes  
& Agnès de Mauroy  
Mars 2011



CLICK PAGES AND HOME ICON TO NAVIGATE



## Table des matières

Note finale	<a href="#">1</a>
Introduction	<a href="#">5</a>
Trouvailles de recherche	<a href="#">8</a>
Une typologie des points de vue du sud	<a href="#">27</a>
Un nouveau cadre; un nouveau contexte	<a href="#">31</a>
Trade-offs for post-MDG planning	<a href="#">35</a>
Conclusion	<a href="#">38</a>
Annexes	<a href="#">39</a>

## NOTE FINALE

### Introduction

Pour le meilleur ou pour le pire, les Objectifs du Millénaire du Développement (OMD) sont le paradigme le plus long dans l'histoire de la pensée du développement. Pendant les dix dernières années, Les objectifs se sont inscrits dans le cadre de l'aide internationale au milieu d'un nombre incalculable de documents plans et déclarations liés à la politique publique. Les OMD ont ainsi été à la fois critiqués et défendus depuis leurs mises en place. Mais que va-t'il se passer après 2015, quand les OMD arrivent à date d'expiration? Que devrait venir après les OMD?

Jusqu'à maintenant, la plupart des gens occupés à répondre à ces questions fondamentales sont des experts établis dans les pays les plus puissants dans le Nord. Cette co-recherche entre CAFOD et l'IDS cherche à élargir le débat, et assurer que ceux qui travaillent directement et constamment pour combattre la pauvreté dans les pays du Sud soit entendus. Notre recherche décrit le point de vue de 104 personnes représentant des organisations dans la société civile, dans plus de 27 pays en voie de développement à travers le monde.

## Les conclusions principales

### Un support incontestable pour un cadre post-2015

- Malgré les critiques que nos répondants de la société civile dans le Sud avaient formulées concernant les premiers OMD, 87% voulaient une sorte de cadre général convenu au niveau international pour le développement après 2015.

### Les OMDs étaient une bonne chose, malgré leurs problèmes

- Trois quarts de nos répondants pensaient que les OMD étaient “une bonne chose”. Aucun répondant n’était en total désaccord avec cette idée.
- 72% pensaient que le développement était devenu une plus grande priorité grâce aux OMD.
- 60% ont déclaré que les OMD étaient un outil utile pour les ONG et ont mis en avant leur importance pour le lobbying, le suivi, les collectes de fonds et la conception de projet.
- Deux tiers croyaient que les OMD ont amélioré l’efficacité de l’aide - mais ont remis en question la validité des indicateurs des OMD, et ont mis en avant de nombreux problèmes fondamentaux.
- Les répondants ont été extrêmement positifs quant à la validité de l’évaluation des OMD- avec plus de deux tiers qui pensent qu’ils sont une indication précise de l’efficacité de l’aide dans leurs pays.
- 59% ont déclaré que les OMD ont permis l’amélioration de planning du gouvernement. D’autres par ailleurs, ont exprimé leurs peurs vis à vis de l’implémentation des objectifs et le management des fonds qui ne cessent d’être plus importants. Plus de la moitié des répondants pensent que les OMD ont été plus importants pour les donateurs. Quelques uns ont spécifié qu’ils étaient d’une importance limitée pour les mouvements de base, ou pour les citoyens eux-mêmes.

- Les répondants étaient partagés quant à la critique long terme des OMD - Les causes structurelles de pauvreté n’étant pas adressées.
- 64% pensent que les OMD ont contribué à l’égalité des sexes; 65.3% ont mis en avant le fait que cela a permis une attention plus grande sur le SIDA; mais seulement 28,4% ont pensé que les OMD ont contribué à empêcher les conflits dans leur pays.

### Un cadre post-2015 doit être construit grâce à un processus inclusif et participatif; en partenariat entre le Sud et le Nord

- 86.3% étaient d’accord que le processus pour décider du nouveau cadre serait aussi important que le cadre lui-même. Ils ont insisté sur le besoin d’avoir un processus ouvert et participatif, qui inclut les citoyens des pays du Sud.
- De nombreux répondants ont insisté sur l’idée qu’ils voulaient que les pays du Nord et du Sud soient partenaires pour développer un nouveau cadre plutôt que d’avoir soit les pays développés ou les pays en voie de développement qui dominent le processus.

### Il doit prendre plus en compte la particularité de chaque pays

- Plus de 93,7% des répondants ont déclaré que le nouveau cadre devrait prendre en compte le contexte de chaque pays.

### Il doit lutter contre le changement climatique et protéger l’environnement

- Outre les préoccupations constantes liées à la pauvreté, l’éducation, la santé et la faim, les répondants ont insisté pour que l’environnement et le changement climatique deviennent des priorités clés.

*Les opinions viennent de 104 représentants de la société civile de 27 pays en voie de développement*

## Un nouveau cadre; un nouveau contexte

S’entendre sur les OMD a pris dix ans de gestation et de discussion. Il ne reste que cinq ans avant qu’ils ne finissent, il y a ainsi une pression considérable pour construire un processus global, pour discuter et délibérer le nouveau cadre. En effet, l’élan politique nécessaire pour construire un compact international comme les OMD est énorme, et nous ne pouvons considérer comme acquis le fait qu’on décidera d’un cadre nouveau pour les remplacer.

Le monde a changé depuis que les OMD ont été écrits et signés. Les discussions pour un cadre nouveau prendront en compte de nombreux facteurs, plus particulièrement les suivants:

### • Un monde incertain et de plus en plus instable

Alors que les OMD ont commencé dans une période bénigne, stable et fiscalement soutenue, le nouveau cadre devra être formulé à un moment où la crise a balayé les anciennes certitudes; quand la menace du changement climatique est immense; quand les changements dans la gouvernance globale et que de nouveaux pouvoirs géopolitiques émergent. Il sera plus difficile de négocier un cadre majeur international dans ces circonstances en effet les intérêts sont multiples et constamment fluctuants. Ce contexte inclut aussi le défi de s’assurer que le cadre est assez solide pour obliger une action et pour rendre les acteurs responsables de leurs actions. Mais il doit aussi être assez flexible pour s’adapter aux situations fluctuantes et aux événements imprévus.



## Six 'types' de points de vue venant du Sud

Les données qualitatives ont été utilisées pour construire six différents 'types', illustrant les différentes vue de nos répondants durant notre recherche.

### 'Chuma'

#### Priorité à l'action pas aux mots

- Les OMD étaient une bonne chose en théorie mais ils ont été mal mis en pratique.
- Il faut renforcer les relations entre le haut et le bas dans le développement; et entre le Nord et le Sud.
- Les pays doivent apprendre de leurs voisins ce qui marchent et ne marchent pas.
- Un nouveau cadre devraient utiliser les différentes régions géographiques afin d'instaurer des relations a différents niveau et adapter les objectifs aux contextes régionaux.



### 'Sister Hope'

#### La planification pragmatique

- Les OMD ont été un point de rallye important internationalement et dans les pays en voie de développement.
- La substance du nouveau cadre est le critère le plus important garder un processus proportionnelle.
- Avoir besoin d'analyser les intérêts des différents parties pour négocier un accord fort.
- Dans l'idéal le nouveau cadre serait conduit par le Nord et par le Sud, Mais le Nord devrait lever de leur pouvoir si nécessaire.



### 'Rom'

#### Une approche du bas vers le haut est la meilleure

- Les OMD ont été un crochet utile pour lever les fonds et plaider.
- Il n'y a pas de solution toute faites pour le développement le contexte de chaque pays est différent.
- Une consultation et une participation inclusive seront des aspects très importants du nouveau cadre.
- Quoi qu'il arrive après les OMD cela devra prendre en compte ceux qui travaillent sur le terrain et qui peuvent adapter les solutions aux circonstances.



### 'Valeria'

#### L'avocate des droits de base

- Les OMD sont mieux que rien, mais ils auraient pu être bien plus.
- Un cadre nouveau doit s'assurer que e gouvernement assure ses responsabilités quand aux citoyens.
- Les minorités doivent être protégés; spécialement contre les menaces du changement climatique.
- Quoi qu'il arrive après les OMD doit mettre en avant les droits de base; plutôt que les besoins.



### 'Amero'

#### Les cadres internationaux sont une perte de temps

- Le Nord a domine les OMD.
- Les OMD ont change la langue au tour du développement; rien n'a change dans la réalité.
- Les objectifs étaient manipule par une élite; les citoyens normaux en ont été exclus.
- Le plaidoyer des pas du Sud devrait concentrer sur le changement des règles des échanges et du secteur privés, plutôt que sur un cadre qui a été conçu pour l'aide.



### 'Jamal'

#### Capitaliser les profits des OMD

- Ne pas gaspiller tout le travail dur et les progrès qu'on a achevés avec les OMD.
- Critique pour aligner les donneurs autour des objectifs, et encourage le gouvernement à avoir une approche holistique du développement.
- Le processus pour développer un nouveau cadre devrait être co-dirigé par le Nord et le Sud.



## • Des changements de mode de pauvreté

La plupart des pauvres dans le monde (environ un billion) ne vivent plus dans les pays a faible revenu. 72% des pauvres dans le monde vivent dans des pays à revenus intermédiaires; avec les pays à faible revenus qui sont seulement 28% et 12% de fragiles. Le nombre total de pays à faible revenu a baissé (environ 60 dans les années 1990 jusqu' à 38 aujourd'hui); alors que le nombre de pays à revenus intermédiaires a augmenté. Ceci est particulièrement important dans le contexte du cadre de l'après 2015, en effet cela nous permet de nous demander comment le développement est possible et quels sont les meilleurs outils pour pousser au développement dans les différents contextes. Les questions liées à l'allocation de l'aide ainsi que son but précis sont clés – ainsi un nombre divers d'instruments (par exemple, les taxes et politiques liés au commerce, coopération multilatérale, et les politiques du climat) sont de plus en plus critiques pour les progrès du développement.

## • Des Indicateurs Innovants

Un certain nombre de nouvelles approches pour mesurer la pauvreté et le développement ont été proposé, de nombreuses se concentrent sur la mesure du bien-être au lieu de mesurer la production économique. La commission Sarkozy; BRDH; ESRC indice de bien-être dans les pays en voie de développement; Pauvreté et initiative du développement humain d'Oxford et l'OCDE. Les indicateurs du monde ont tous proposé des approches plus riches et plus multidimensionnelles.



## Les différentes options

Nous avons mis en avant trois options basiques pour nos répondants:

- 1) Garder le cadre existant des OMD en augmentant la date limite pour les atteindre;
- 2) Étendre et développer le cadre existant; ou
- 3) Un cadre nouveau et complètement différent pour les OMD.

54% de nos répondants ont indiqué qu'ils préféreraient étendre et développer le cadre existant alors que près de 30% ont déclaré qu'il devrait y avoir un cadre nouveau et différent après 2015.

**Il y avait peu d'appétit pour la solution qui suggérait que l'on garde le cadre existant en étendant simplement la date limite.**

Les opinions dominantes peuvent résumer ainsi : il faut tirer une leçon de l'expérience des OMD, et réviser le cadre en vue du contexte actuel et des nouveaux problèmes. Nos répondants pensent que repousser la date limite mettrait en danger la valeur que des indicateurs dans le temps peuvent avoir – mais ils pensent aussi que le temps, l'énergie investit dans les OMD actuels ne devraient pas être complètement perdus.

*Dans l'urgence, la communauté internationale doit lancer un processus de délibération global pour construire un nouveau cadre pour le développement global après 2015.*

## Les compromis post 2015

Ceux qui vont construire un nouveau cadre international pour le développement après les OMD vont devoir faire face à un nombre de compromis; autant quant à la façon de procéder que sur le contenu du cadre lui-même:

### Sur le Processus:

- Développer un cadre qui soit vraiment inclus, et un processus participatif; mais aussi s'assurer qu'il y ait un élan politique nécessaire pour forger l'accord.
- Attendre pour faire le point sur les OMD; contre ceux qui veulent saisir l'opportunité de leurs fins et empêcher que le débat devienne un non débat.

### Sur le cadre lui même:

- S'assurer que le cadre soit aussi largement précis (et qu'il inclût les problèmes négligés par les OMD); contre ceux qui veulent un cadre lapidaire et mémorial.
- S'assurer que le cadre prenne en compte les contextes particuliers qui peuvent être trouvés dans le monde; contre ceux qui considèrent que le mouvement du développement doit être un tout.
- Adresser les causes de pauvreté et d'injustice; contre ceux qui veulent s'assurer que le cadre peut être décidé par le consensus international.
- S'assurer que le cadre soit ambitieux contre ceux qui veulent un cadre réaliste; et juger ce que ces deux termes veulent vraiment dire dans un monde si imprévisible et incertain.

## Recommandations

**Pour toutes les voix diverses que nous avons entendu pendant ce rapport, il y a un message sans équivoque:**

- Dans l'urgence, la communauté internationale doit lancer un processus de délibération global pour construire un nouveau cadre pour le développement global après 2015.

On peut aussi mettre en avant ces recommandations suivantes :

- Les décideurs de politiques, les politiciens et les **leaders dans les pays du Nord et du Sud doivent travailler ensemble en partenariat** pour créer un cadre nouveau.
- Tout le monde qui a un pied dans le développement devrait se préparer pour un **débat passionné et exigeant**, ou c'est un réel challenge de trouver un point d'accord.
- Les penseurs du développement, praticiens, académiques et décideurs de politiques doivent **adresser les compromis dans** un nouveau cadre qui les inclus, spécialement ils doivent créer un cadre qui prend en compte **les contextes des pays**; et qui ne galvanise pas le développement international.
- Le nouveau cadre doit prendre en compte **l'environnement et le changement climatique** qui sont une priorité sans oublier préoccupations principales du développement les problèmes négligés par les OMD.



# Introduction

## Est-ce que cela peut attendre ?

Surement pas. Il a fallu dix ans pour négocier les premiers Objectifs du Millénaire du Développement (OMD) et le cadre expire dans à peine cinq ans. Il faut maintenant se poser les questions fondamentales. Ce qui arrivera après 2015 va nous obliger à considérer les objectifs globaux du développement et les indicateurs qui nous permettront de les atteindre – et ce sera aussi une compétition pour mettre en avant les différents problèmes dans ce secteur. Le débat post-2015 doit être un déclencheur pour qu'on se demande vraiment ce qu'est le développement et comment on peut y arriver.

*Il a fallu dix ans pour négocier les OMD. Il ne reste plus que cinq ans avant qu'ils expirent. Il n'y a eu qu'une discussion très limitée sur ce qui devrait arriver après. Un travail quasi inexistant tente d'intégrer ceux qui sont dans le Sud dans le débat post-2015.*

Le débat sur ces questions critiques a à peine commencé. Il a été précautionneusement évité, en effet nombreux étaient ceux qui avaient peur que le débat post-2015 distraie les efforts pour atteindre les premiers OMD dans l'état présent. Nous sommes conscients de cette possibilité alors que nous écrivons cette étude et il n'est pas dans notre intention d'occulter l'énergie du mouvement des OMD. Nous pensons que réfléchir à ce qu'il va arriver après 2015 vient en complément des actions qui se forcent à atteindre les objectifs dans les cinq prochaines années - les problèmes qui émanaient du cadre originel devraient être un point de départ pour le débat. En effet, on ne peut pas assurer qu'il y aura un cadre global pour le développement quand les OMD expireront. Ce serait une victoire amère pour les défenseurs des OMD si les indicateurs montrent que le progrès pour le développement s'arrête pour laisser place à un renversement de situation.

Le planning pour la période post-2015 est aujourd'hui d'actualité. Il y a eu un certain intérêt des académiques concernant ce sujet (Fukuda-Parr, 2008; 2010; Manning, 2009; 2010; Sumner and Melamed, 2010), et l'idée a été effleurée par des recherches variées des hubs et certaines revues (La Commission de Sarkozy, L'OCDE a organisé des Projets pour mesurer le progrès des sociétés, l'OHPI d'Oxford, et le PNUD 20ème édition d'anniversaire), et dans des conférences (le DSA/EADI High-Level Forum, Juin 2009; GCAP, Johannesburg Février 2010). Il y a aussi eu des consultations privées organisées par des agences de donateurs pour l'ONU et des discussions internes de papiers flottants autour des donateurs bilatéraux. Mais il n'y a eu que très peu de recherche qui engage directement ceux du Sud et qui se penche sur la question : Qu'advient-il après les OMD ?

Cette étude tente de combler les insuffisances en demandant à ceux qui vivent au milieu de la pauvreté dans les pays en voie de développement de parler de la façon dont ils envisagent d'adresser les problèmes des OMD dans le futur. Elle a pour but de décrire l'opinion de la société civile dans les pays du Sud<sup>1</sup>, en prenant en compte les partenaires de CAFOD comme groupe test.

## A propos de cette étude

Cette recherche a utilisé les réseaux d'organisations partenaires de CAFOD - qui s'étendent sur 27 pays différents dans le monde en voie de développement - pour recueillir des points de vue sur ce qui doit advenir après les OMD. Les deux questions de recherche principales qui ont alimenté notre travail ont tenté dans un premier temps d'encourager à réfléchir aux forces et aux faiblesses des OMD originels, et d'utiliser ce point de départ pour penser à ce qui doit arriver après 2015.

### Cadre 1: Questions de recherche

#### 1. Est-ce que les OMD étaient une bonne chose ?

- Quelles différences le cadre des premiers OMD a fait dans les pays en voie de développement ? Quel impacts positifs ou négatifs ont-ils eu ?
- Est-ce que les OMD originels ont été utile pour plaider ? Si oui, comment ?
- Quelles leçons doit-on apprendre du processus de formulation, des méthodes de travail pour les OMD originels ?

#### 2. Que doit-on faire après ?

- Doit-on développer des buts et des objectifs nouveaux ? Devrait-on avoir une approche différente ?
- Qu'est-ce qui ne devrait pas arriver après les OMD ? Qu'est-ce qui était exclus ou qui n'était pas inclus la première fois ? Quelles erreurs faut-il éviter ?
- Quelles sont les options possibles après 2015 ?

<sup>1</sup> Nous sommes conscients de la complexité de ce terme, cf. Edwards, M (2004) Civil Society. Polity Press: Cambridge.

Le moyen utilisé pour collecter les données primaires était un questionnaire, qui a été distribué par email - et des interviews qualitatives, qui ont été conduites au téléphone. Il y a eu aussi un échange au cours d'un atelier au Kenya. Les participants à la recherche ont contribué de manière personnelle, et non au nom de leurs organisations.

#### **Questionnaire:**

Le questionnaire a posé un certain nombre de questions qui ont émergé de l'échelle de Likert (voir annexes). Le but était de prendre entre dix et quinze minutes pour le remplir et distribué en français, anglais, espagnol et portugais. On l'a envoyé à 331 partenaires et nous avons eu des réponses de 95- un taux de réponses de 29%. Le questionnaire a été collecté par email, et les données ont été rentrées à la main dans le Survey Monkey.

#### **Interviews qualitatives:**

A la suite de nos réponses aux questionnaires, nous avons conduit des interviews qualitatives avec les partenaires par téléphone, Skype et occasionnellement face à face. Les interviews étaient conduites en anglais, français, espagnol et portugais. Quand il n'était pas possible de parler aux partenaires individuellement nous avons eu des conversations par email. Les données qualitatives ont été codées autour des thèmes clés dans deux itérations.

#### **Atelier de travail:**

Nos collègues de Nairobi ont aussi participé à un court atelier de travail avec douze de nos partenaires Est Africains, pour discuter les problèmes clés de notre recherche dans un esprit de groupe.

Nous avons été très heureux de partager nos données émergentes avec CIDSE, afin de contribuer à leur travail de plaidoirie. Durant ce projet nous avons collaboré avec Trocaire, et leurs projets qui adressent des problématiques similaires d'un point de vue d'expert international du développement.

#### **L'échantillonnage, les biais et la représentation**

##### **Cadre 2: Participant a la recherche par pays**

*Afghanistan (1); Angola (2); Bangladesh (3); Bolivie (3); Brésil (8); Bruma (3); Cambodge (3); Colombie (4); DR Congo (5); Timor Este (2); Ethiopie (9); Indonésie (1); Kenya (6); Liberia (1); Mozambique (4); Nicaragua (1); Niger (8); Pakistan (3); Pérou (3); Philippines (5); Sierra Leone (2); Afrique du Sud (2); Soudan (2); Tanzanie (2); Ouganda (9); Zambie (1); and Zimbabwe (11).*

Un total de 104 partenaires de CAFOD ont contribué à la recherche venant de 27 pays autour du monde.

Régionalement, la plus grande contribution vient d'Afrique 62% de nos répondants travaillent sur ce continent. 20% des répondants étaient asiatiques et 18% d'Amériques du Sud. Les pays les plus représentés étaient le Zimbabwe, l'Ethiopie, le Niger et le Brésil. (Voir Boite 2)

Il y avait des biais importants dans notre recherche:

- **Deux tiers de nos répondants étaient males ; seulement un tiers était de sexe féminin.**  
Nous avons travaillé avec la division internationale de CAFOD pour obtenir une liste de détails de contact à qui on a demandé de participer à notre recherche, sans prendre en compte le genre<sup>2</sup>. 80% des personnes à qui nous avons parlé étaient chef d'une organisation - directeurs, représentation des pays et managers de programme.
- **62% des répondants faisaient partis d'une organisation religieuse.**  
Comme on pouvait s'y attendre compte tenu de l'identité religieuse de CAFOD, il y avait une représentation religieuse très importante dans nos données, la majorité des organisations étaient chrétiennes et catholiques. Notre recherche surreprésente la société civile Chrétienne, comparée à la société civile du Sud.

On ne peut donc prétendre que les opinions décrites dans cette étude sont complètement représentatives de la Société Civile du Sud mais nous pensons qu'elles indiquent un nombre divers de points de vue qui existent.

<sup>2</sup> Il aurait été difficile de trouver un équilibre entre les genres, en effet il n'était pas toujours facile de déterminer le genre des individus selon leurs noms.

## Que veut-on dire par “les voix du Sud” ?

Dans le discours du développement les termes « Nord et `Sud » sont problématiques. Selon Cornwall ce sont des ‘mots brouillés’ qui « gagnent en valeur de part leurs qualités de termes vagues et euphémiques » (2007:472)<sup>3</sup>. L’opposition entre le Nord et le Sud est un moyen de faire la différence entre les pays en voie de développement et les pays développés. Ces termes remplacent ceux employés après la Guerre Froide qui avaient une connotation péjorative : ‘Premier’ et ‘Tiers monde’ ; l’Ouest et le reste et avant cela la ‘métropole’ et la ‘périphérie’.

Alors que l’opposition Nord/Sud résout les problèmes de ces prédécesseurs, en effet ces termes enlèvent des hiérarchies fortuites et travaillent avec des observations relativement objectives : les pays du Nord ont tendance à être situés au Nord géographiquement, et les pays en voie de développement plus au Sud. Même si l’on parle en termes géographiques, l’opposition n’est pas explicite. En effet comme Gaventa et al ont observé, il y a des pays du Sud qui sont dans le Nord et vice et versa<sup>4</sup>. Si l’on prend en compte l’influence de la Chine dans le développement contemporain, on peut soutenir le fait que parler d’ « Est » serait plus révélateur. Et certains proposent d’abandonner cette opposition complètement – il faut se rendre compte que tous les pays se développent, et vont continuer à le faire<sup>5</sup>.

Si l’on se demande : ‘Qui peut parler du Sud ?’ tout devient encore plus compliqué. Si quelqu’un a vécu et a travaillé dans les pays en voie de développement pour des années, mais a grandi en Europe, peuvent-ils être une voix du Sud ? Et quelqu’un qui n’a vécu dans les pays en voie de développement que pour un an ? Enfin quelqu’un qui a grandi dans les pays du Sud mais qui a vécu dans un pays développé pour toutes leurs vies ? Est-ce qu’on a des réponses différentes à ces questions selon l’ethnicité de la personne concernée ?

Il n’y a pas de réponses définitives à ces questions et pour cette recherche nous avons pris en compte les propres sentiments d’appartenance au pays du Sud de nos participants. Certains de nos participants avaient des identités complexes si l’on utilise les critères Nord/ Sud (voir cadre trois). Un de nos participants avait des a priori directs contre la division Nord/Sud en effet il/elle considérait que cela renforçait la division entre le ‘nous’ et ‘eux’.

### **Cadre 3: Des identités Complexes**

*Quatre de nos participants viennent de pays du Nord – les USA, la Nouvelle Zélande et la Hollande. Deux d’entre eux avaient une double citoyenneté d’une nation des pays du Nord et du Sud (Brésilien français et brésilien irlandais), et deux autres étaient des nationaux des pays du Nord mais ils avaient passé 20 à 35 ans à travailler dans les pays du Sud. Un petit nombre de participants venaient d’un pays du Sud mais travaillaient dans un autre.*

Tout en reconnaissant les limitations de la division Nord/Sud, nous défendons l’idée que le terme est toujours utile car il permet de poser la question : d’où viennent les idées qui vont alimenter le débat post 2015 ? Historiquement, les pays du Nord ont dominé les débats internationaux, en prenant des décisions sans avoir expérimenté les contextes des pays où ils implémentent des initiatives.

Les partenaires de CAFOD qui ont participé à notre recherche sont directement engagés au jour le jour dans la réduction de la pauvreté dans le monde en voie de développement. Ils implémentent des projets et des programmes dans des communautés qui souffrent de la pauvreté et tentent de résoudre des problèmes qui vont du développement durable à la prise en charge des personnes touchées par le SIDA, d’autres travaillent à rendre les gouvernements plus responsables. Ils viennent d’organisations locales – ancrées dans le contexte où les

interventions du développement prennent place. Si leurs vues et leurs expériences sont diverses, ces partenaires partagent leur proximité avec les problèmes qui touchent les gens pauvres et vulnérables dans le monde.

Pris dans leur ensemble nous reconnaissons ainsi que les participants à notre recherche sont ‘des voix du Sud’. Leurs expériences pour tenter de résoudre les problèmes liés à la pauvreté sont directes et vécues. Nous espérons que ces voix du Sud, et la voix des personnes démunies seront prises en compte dans le débat concernant l’avenir après les Objectifs du Millénaire du Développement.

<sup>3</sup> Cornwall, Andrea (2007) ‘Buzzwords and fuzzwords: deconstructing development discourse’, *Development in Practice*, 17:4, 471 – 484.

<sup>4</sup> Gaventa, J., Horton, M., and Freire, P. (eds) (1990) *We Make the Road By Walking: Conversations on Education and Social Change* Philadelphia, PA: Temple University Press

<sup>5</sup> <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2010/nov/03/millennium-development-goals-inequality>

# Trouvailles de Recherche

## Introduction

Nos questionnaires, interviews et ateliers de travail nous ont permis d'obtenir un nombre très important de données quantitatives et qualitatives. Cette section concernant les trouvailles a été organisée autour de dix questions : la partie A est composée de cinq questions et est centrée autour des OMD en eux-mêmes ; et la partie B qui est aussi composée de cinq questions mais qui questionnent ce qu'il doit arriver après 2015.

### Partie A: Réflexions quant aux OMD

1. Est-ce que les OMD étaient une bonne chose ?
2. Est-ce que les OMD ont eu un impact positif sur le développement ?
3. Comment les OMD ont pu avoir une influence négative sur le développement ?
4. Est-ce que les OMD ont permis de faire des problèmes de genre, du SIDA et de la reconstruction après les guerres une priorité pour le développement ?
5. Est-ce que les OMD ont eu un impact sur les gouvernements, les donateurs et les organisations de société civile ?

### Partie B: Réflexions, que doit-il arriver après 2015 ?

6. Que doit-il arriver après 2015 ?
7. Doit-on développer des cibles nouvelles ?
8. Que devrait être le processus pour le planning après 2015 ?
9. Quels sont les critères pour un cadre post 2015 ?
10. Quelles sont les options possibles pour ce qu'il pourrait arriver après 2015 ?

## Partie A Réflexions sur les OMD

---

### 1. *Est-ce que les OMD étaient une bonne chose ?*

De manière générale nos partenaires ont trouvé que **les OMD étaient une bonne chose malgré leurs problèmes**. Trois quarts de nos correspondants étaient d'accord avec ce constat et aucun partenaire n'a répondu qu'ils étaient en désaccord complet. Les OMD ont été décrits par nos répondants comme : un outil, une inspiration, une opportunité, un indicateur, une échelle de valeur, une carte à suivre et un point qui peut servir de référent.

Nos répondants ont mis en avant une initiative pour améliorer la communication des problèmes liés au développement, en cherchant à renforcer les promesses des gouvernements afin de faire de la lutte contre la pauvreté un mouvement global. D'autres ont mis en avant le fait que les objectifs ont permis de rassembler ceux du Nord et du Sud grâce à un partenariat qui avait pour base un objectif commun : poursuivre le développement. Eshetu Bekele Yimenu, de Poverty Action Network in Ethiopia (PANE) a montré que les OMD étaient une bonne chose, en effet ils ont forcé les gouvernements dans le monde à être encadré et commis.

Dans leurs réponses qualitatives, un tiers de nos participants ont décrit le fait que les OMD avaient réussi à devenir un point qui sert de référence pour les gouvernements et les acteurs du développement. Les huit objectifs et les vingt et un indicateurs ont permis au développement de se focaliser, ayant des objectifs tangibles vers lesquels on peut aspirer, cela grâce aux buts qu'il faut atteindre. « Le développement est très complexe et les OMD permettent d'avoir une idée plus simple et sans doute meilleur de ce qu'est le développement » Ateeq Rehman, d'Islamic Relief Worldwide, Région Asiatique.

Pour finir, un certain nombre de répondants ont démontré que le cadre des OMD de part sa complétude, **a posé toutes les questions vitales** concernant les OMD et les problèmes actuels. Pour Alouis Chaumba, qui travaille pour la mission Catholique Justice et Paix au Zimbabwe, les OMD « ont posée des questions fondamentales, les efforts étaient tournés dans la même direction ». Les objectifs ont amélioré l'efficacité de l'aide car ils sont allés de pair avec un meilleur esprit de management et de planification. Mais, certains répondants ont aussi souligné l'idée que les OMD n'ont pas achevé ce qui était attendu et que des problèmes graves ont été laissés de côté ou que ces problèmes n'ont pas été assez soulignés par ce cadre.

## **2. Comment est-ce que les OMD ont eu un impact positif sur le développement ?**

« Est-ce que le développement est devenu une priorité plus haute grâce aux OMD ? »

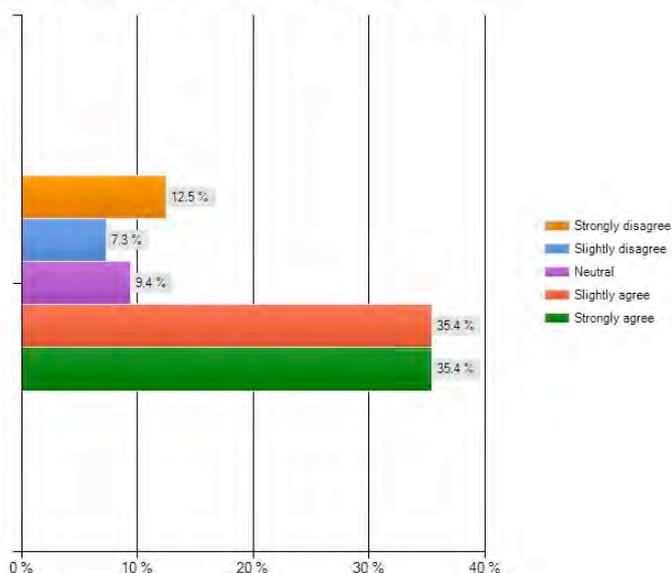
**72% de nos répondants ont déclaré que le développement est devenu une priorité plus haute grâce aux OMD** (35.8% étaient en complet accord avec cette phrase et 35.8% étaient un peu d'accord). Cependant, on a décrit l'impact des OMD dans l'aire globale comparé à leur mise en pratique sur le terrain.

Nos répondants pensent que les OMD ont fourni l'étincelle nécessaire pour arriver à un **engagement internationale base sur un partenariat pour arriver au développement**. Ils ont ainsi précisé que le développement a toujours été une priorité pour les pays dans le monde en voie de développement. Nos répondants ont aussi apprécié le fait que les OMD ont réussi à faire du développement une réelle priorité pour le monde entier. Cet accord global a stimulé des initiatives quant au développement et à la planification au niveau national, ils ont augmenté les prises de consciences et se sont concentrés sur le développement tout en mettant en avant les gouvernements. Le développement est, ainsi, devenu une priorité plus élevée.

Malgré tout, les commentaires ont été suivis par des remarques sceptiques et déçues concernant l'engagement réel des parties envers les objectifs, en spécifiant principalement **l'effet faible qu'ont pu avoir les OMD sur le terrain**. Regina Salvador-Antequisa, d' 'Ecosystems Work for Essential Benefits' travaillant aux Philippines a déclaré que les OMD ont réussi « au niveau international à engager les gouvernements signataires, alors qu'au niveau local, l'implémentation n'a pas suivi ». Milimo Mwiba, de Caritas au Zimbabwe a soutenu que les OMD ont fait des OMD une priorité pour son gouvernement, tout du moins sur le papier ».

Les OMD ont eu une série de problèmes de mise en place au niveau local, et nos répondants ont soutenu que le développement n'était pas devenu prioritaire dans la pratique car les OMD omettaient des problèmes importants, cela pouvait aller de la mauvaise gouvernance et la corruption jusqu'aux conflits sociaux et les différences régionales. John Materu du Diocèse de Moshi travaillant au Centre Arc en Ciel en Tanzanie a déclaré que les OMD ne « couvraient pas tous les angles du développement. Ils ont commencé sur la bonne route mais se sont perdus quand on est arrivé à la mise en place ». Astrid Mendocilla Alvarez, de l'institut d'éducation et de santé au Pérou a montré « qu'ils ont été utilisés dans les plans nationaux de développement et qu'ils étaient articulés autour des organisations civiles, cependant, les actions concrètes sont décidées par les gouvernements locaux qui sont restés en dehors de ce processus. Les OMD étaient un élément important mais pas une référence qui étaient utilisés dans les nombreuses régions ». Certains répondants n'ont pas remarqué que les OMD aient changé quelque chose. Musa Mohamad Sanguila, du Pakigdait Inc., aux Philippines a ainsi soutenu que les OMD avaient eu une influence sur le gouvernement pour planifier des actions mais que rien n'avait suivi, ce n'était resté qu'un autre document écrit ».

"Development became a higher priority because of the MDGs"



« Les OMD ont amélioré l'efficacité de l'aide dans mon pays »

**Deux tiers de nos répondants pensent que les OMD ont eu un effet positif sur l'efficacité de l'aide.** Les répondants ont décrit les objectifs comme un outil potentiel pour le management de projet, la planification et la reddition de compte – mais ils ont remis en question la validité des indicateurs des OMD et ont mis en avant de nombreux problèmes.

Nos partenaires ont décrit les OMD comme un outil utile **pour le management de projet et la planification**. Mauricio Martínez Rivillas, de Caritas Colombie a ainsi commenté « en Colombie les OMD ont permis d'améliorer la planification quant à la distribution de l'aide. Les subventions sont liées à une stratégie de coopération internationale qui est prise en charge par le gouvernement national. Ceci est directement coordonné par les pays donateurs d'aide à la Colombie ».

Certains répondants ne pensent pas que les OMD ont eu une quelconque influence pratique. Musa Mohamad Sanguila, de Pakigdait Inc., aux Philippines a ainsi soutenu que les OMD ont influencé les "gouvernements à faire des plans qui n'ont pas été suivis par la suite, c'était juste un document".

Il y a aussi eu une amélioration quant au montant de l'aide qui a été versé dans le but d'atteindre les OMD. Joazito Viana, qui travaille pour Luta Hamutuk au Timor-Leste, a dit que "si l'on considère les diverses activités des différentes agences de l'ONU et de l'état du Timor Leste, on se rend compte que grâce aux OMD beaucoup d'aide a été versé pour atteindre les OMD ».

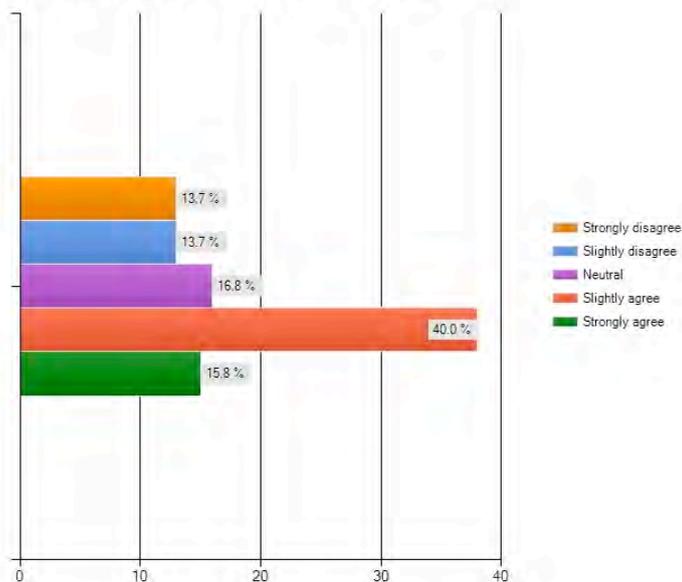
Néanmoins, nos répondants ont aussi soutenu l'idée que le principe d'efficacité de l'aide n'a pas été appliqué et que de nombreuses ressources ont été mal gérées. Donato Ochan Hakim, du SSPO au Soudan a ainsi déclaré "La coordination et la fourniture de l'aide a été pauvre ».

Même si il y eu une amélioration certaine dans les flux d'aide, **les fonds qui ont été versés sont loin du montant d'aide promise par les pays du Nord**. Vitalise Meja, de Reality of Aid et Kiama Kaara au KENDREN, travaillant tous les deux au Kenya ont ainsi déclaré: «en 2005 le G8 s'est mis d'accord pour que les Africains reçoivent 25 billions de dollars jusqu'en 2010, jusqu'à maintenant nous avons seulement reçus 8 billions ».

Certains répondants ont aussi remis en question le fait que l'on utilise les OMD comme un outil pratique et un **indicateur**. Tim Vora, de HIV/AIDS Coordinating Committee (HACC), au Cambodge a ajouté que les OMD n'ont pas beaucoup amélioré l'efficacité de l'aide « en effet certains indicateurs ne sont pas présents dans les OMD comme celui qui sert à mesurer les populations qui sont en danger ».

De plus, certains de nos répondants ont mis en avant de réels défis quant à l'efficacité de l'aide, comme le manque d'évaluation propre de l'effet des OMD. Abbe Justin Nzunzi, du Diocèse Commission Paix et Justice de Bukavu a dit :

“The MDGs improved the effectiveness of aid in my country”



« la guerre continue nous empêche d'atteindre les OMD ». Ramón López Rodas, du Decidamos, Paraguay a ajouté « concernant l'aide, il est trop tôt pour voir l'impact des OMD ». La corruption et la mauvaise gouvernance sont toutes deux un obstacle quant à l'efficacité de l'aide liée aux OMD.

### 3. Est-ce que les OMD ont eu un impact négatif sur le développement ?

Nos répondants étaient tous très concernés par deux critiques classiques des OMD : ils ont négligé des problèmes critiques du développement, et ils ont détourné l'attention des causes structurelles de la pauvreté.

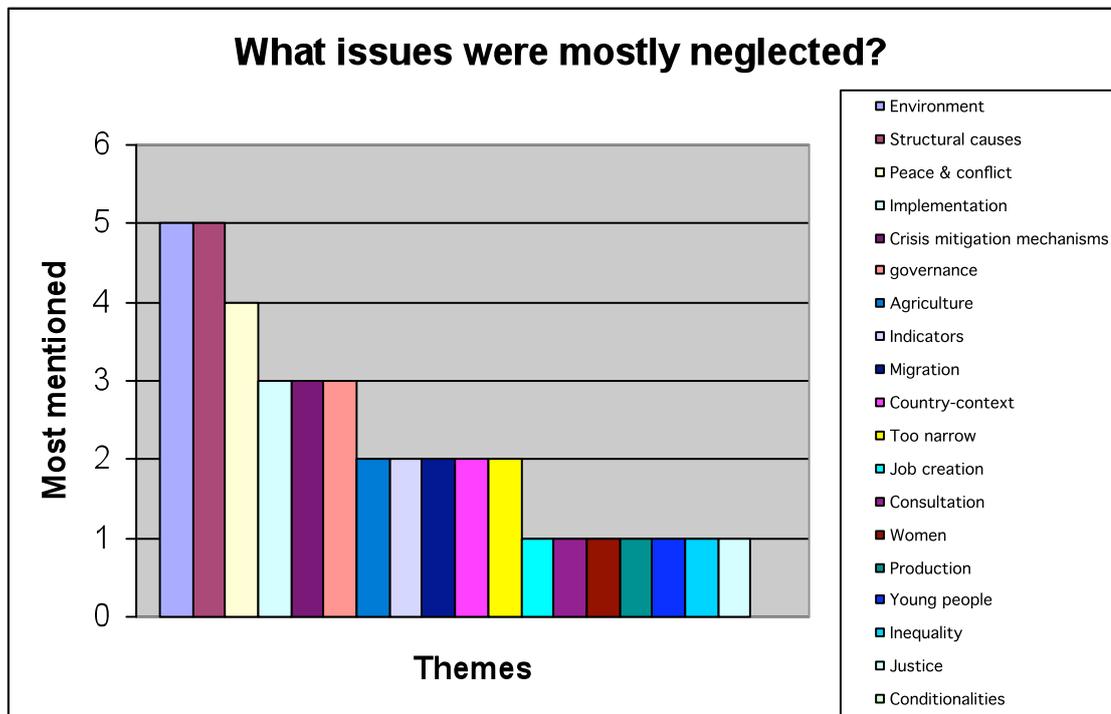
« Les OMD ont négligé des problèmes critiques du Développement »

Cette question a été celle qui a reçu le plus de commentaires de la part nos répondants. Les réponses quantitatives étaient très dispersées entre les options être en accord ou être en désaccord, et les réponses qualitatives étaient très diverses.

Le problème le plus souvent mis en avant par nos répondants étaient en premier l'environnement et les causes structurelles de la pauvreté. Par exemple Mr Sergio Cobo qui travaille au Mexique pour Formento Cultural y Education a insisté sur le fait que l'environnement n'était toujours pas une priorité : « le gouvernement ne fait rien pour protéger l'environnement ». Les questions de gestion des conflits sont venues en deuxième place en effet les actes de violence empêchent le gouvernement d'atteindre les OMD. Enfin, en troisième place les problèmes d'implémentation, de mitigation de crise et les problèmes de gouvernances étaient aussi mis en avant comme problèmes qui affectent la réussite des OMD et qui entrave le progrès du développement. Ma Flor M Te qui travaille pour SABAKAN aux Philippines a déclaré : « la corruption qui ronge différentes structures du gouvernement est le problème le plus urgent, il affecte directement l'implémentation des OMD ».

Même les réponses qui affirmaient l'idée que les OMD ont négligé des problèmes clés n'étaient pas complètement négatives concernant la nature même des OMD. La plupart des commentaires ont soutenu le fait que les OMD étaient appropriés même si ils négligeaient des problèmes importants.

Concernant les thèmes qui étaient considérés importants pour le nouveau cadre, il y avait un nombre très varié de problèmes qui ont été répertoriés dans le graphique suivant :



« Les OMD ont distrait des causes structurelles de la pauvreté »

Nos partenaires étaient partagés quant à cette question. 49.5% des répondants pensaient soit que les OMD avaient complètement distrait des causes structurelles de la pauvreté, soit que les OMD n'avaient pas du tout distrait des causes structurelles de la pauvreté. En comparaison que 42.1% étaient soit légèrement en désaccord ou en accord.

Ceux qui ne pensaient pas que les OMD avaient distraits des causes structurelles de la pauvreté ont soutenu que c'était en réalité les cas opposé. Père Simeon A.Omale du diocèse catholique d'Ida dans l'état du Kogi au Nigeria a ainsi déclaré : « les OMD ont permis aux Nations de s'intéresser aux causes structurelles de la pauvreté ».

De manière général, les problèmes mentionnés ci-dessous sont les problèmes structurelles qui ont été le plus souvent négligés :

- **Les problèmes de gouvernance:** La corruption et l'instabilité politique. Ateeq Rehman qui travaille pour Islamic Relief Worldwide dans la région asiatique a, par exemple, dit « Les OMD n'ont pas insisté sur l'idée de bonne gouvernance ».
- **Les problèmes d'implémentation et d'infrastructure :** Le manque de fond pour l'implémentation des programmes, ainsi que le manque de routes pour permettre un accès facile aux écoles, hôpitaux. Tarira Elizabeth qui travaille pour l'hôpital de la Mission St Albert a décrit la situation en utilisant les mots suivants : « on avait l'impression qu'il n'y avait pas d'argent pour les programmes, ils n'ont ainsi eu que peu d'impact ».
- **Une taxation qui était injuste, les règles du commerce et la dette internationale.** Wonder Mufunda, de Caritas au Zimbabwe a commenté : « les problèmes liés aux écarts entre pays en voie de développement et pays développés n'a toujours pas été résolu ».
- **La construction de la paix et la résolution des conflits** étaient complètement exclues du cadre, ceci malgré le fait que ces problèmes ont une influence direct sur les efforts de développement et le budget des gouvernements. Les conflits créent des environnements instables mais ont aussi pour conséquences des migrations, détruisent l'écosystème et la violence contre les femmes. Ils aggravent, de plus, la pauvreté et la faim, en effet les récoltes sont détruites délibérément ou parce que les hommes ne peuvent plus travailler dans les champs. Horácio Fernando Simbine, Comissão Episcopal de Saúde, au Mozambique a déclaré, « les OMD n'ont pas pris en compte les problèmes locaux : les conflit interethnique et les rivalités entre tribus ».
- **Les problèmes économiques et de répartition inégale de richesse** ont aussi été mentionnés, des problèmes tels que l'inégalité, les différences de pouvoir, les concentrations de la terre et des propriétés. Mauricio Martínez Rivillas, qui travaille pour Caritas en Colombie a soutenu que « le problème n'est pas la définition des objectifs

mais le dessin des politiques pour surmonter les problèmes de pauvreté qui n'adresse pas les causes structurelles du problèmes, dans mon cas la concentration des terres partagées par quelques personnes ».

- Enfin, nos partenaires ont aussi mis en avant **l'échec d'adapter les OMD selon les différentes cultures contextes régionaux et internationaux** ; « par exemple en Bolivie les populations indigènes ont un agenda de développement complètement différents » (Emma Lazcano Davalos, Centro de Comunicacion y Desarrollo Andino (CENDA), Bolivia)

#### **4. Est-ce que les OMD ont rendus prioritaires les problèmes d'égalité des genres, du SIDA et de conflits ?**

*« Les OMD ont permis d'améliorer les problèmes d'égalités des genres dans mon pays »*

64.2% de nos répondants étaient soit complètement d'accord ou complètement en désaccord avec le fait que les OMD ont permis d'améliorer l'égalité des genres. Mais, les commentaires peuvent laisser penser que l'impact des OMD a été très limité, les attitudes ont peu changé et la situation courante est toujours loin d'être idéal.

Les OMD ont permis de réduire l'écart entre les genres en en sensibilisant la planète quant à l'importance de ce problème.

En effet nos partenaires ont soutenu que les OMD ont eu une influence directe sur les politiques des genres et ont permis de renforcer les droits des femmes. Joazito Viana, de Luta Hamutuk au Timor-Leste a soutenu que les OMD ont aidé à « augmenté la participation politiques des femmes, on peut noter une augmentation de 30% des membres du parlement et du gouvernement. Les lois liées aux problèmes de violence conjugales a été passé au parlement et de nombreuses organisations se battent maintenant pour le droit des femmes ».

De plus, le montant d'aide qui était destiné à la réussite de l'objectif numéro 3 a été un outil utile pour atteindre nos idéaux d'égalités des genres, mais il y a eu des questions quand à l'efficacité de cette méthode. Regina Salvador-Antequis, Écosystèmes, aux Philippines a ainsi soutenu « Les OMD ont permis de réaliser des politiques visés à réduire l'inégalité entre les genres, mais, de nombreuses politiques n'ont pas reçus de fonds et de support des gouvernements. La plupart des fonds proviennent de l'aide, les discriminations contre les femmes persistent malgré les effets positifs ».

Nos répondants ont aussi mis en avant l'idée que l'impact des OMD a été limité, car les problèmes **sur le terrain sont restés les mêmes**. Malgré les changements positifs des législations les attitudes restent similaires dans la plupart des régions, les femmes et les filles sont toujours confrontées à de nombreux obstacles, risques et discrimination. Tep Monyrotha, de SCC, au Cambodge a dit que : « l'égalité des genres n'est toujours pas commune au Cambodge et en ce moment de nombreux cas de viol ont empiré la position de la femme dans ce pays ».

*« Les OMD signifient que l'on a porté plus d'attention aux problèmes du SIDA dans mon pays »*

65.3% de nos répondants ont soutenu cette idée. La plupart des commentaires ont défendu l'idée que les OMD ont permis **d'attirer l'attention** sur cette maladie et l'implication qu'elle peut avoir, mais ces efforts n'étaient pas assez nombreux et ils n'ont pas permis d'arrêter les problèmes et de défendre les droits des communautés les plus vulnérables.

Abbe Justin Nzunzi, du diocèse de Bukavu qui travaille pour la Commission Paix et Justice, a par exemple déclaré que les OMD « avaient réveillé les consciences » en ce qui concerne le SIDA. Ce point était important en ce qui concerne la **distribution de l'aide** qui nous a aussi permis de soutenir les personnes concernées par le SIDA dans de nombreux endroits dans les pays en voie de développement. Zegeye Asfaw, d'HUNDEE-Oromo qui travaille pour les mouvements de développement du terrain, en Ethiopie a déclaré : « l'incorporation de l'IVH dans les OMD a permis d'obtenir des fonds très importants pour la prévention et le contrôle de la pandémie. L'accès gratuit à l'ART a été possible grâce à l'attention porté au SIDA ».

Malgré, le fait que les OMD ont permis d'attirer l'attention sur le sujet, il est devenu clair pendant l'analyse de nos données que les efforts étaient cependant insuffisant et ne conduiraient pas à l'élimination de cette maladie. Vincent Edoku de Caritas Ouganda a ainsi déclaré : « (Les OMD ont aide) théoriquement mais pas en réalité ». Oswald Mussoni de Caritas Goma qui travaille en République Démocratique du Congo a ajoute « la gestion des finances n'a pas été logique ou rationnel ».

De nombreuses raisons ont été données pour expliquer **l'inefficacité de l'impact sur le terrain, une mauvaise gestion, des problèmes bureaucratiques, des fonds insuffisants et l'échec de l'approvisionnement en médicament**. Tarira Elizabeth, de la mission de l'hôpital St Albert, au Zimbabwe pense que les OMD ont aide mais n'ont rien ajoute « ils ont perturbé les services normaux. Le personnel médical a aussi commencé à ne chercher que l'argent ».

« Les OMD ont permis de réduire les conflits et de construire la paix dans mon pays »

Ceci est le seul constat dans notre questionnaire pour lequel **la majorité des nos répondants sont restés neutres**. Ce point peut être explique pour deux raisons : les OMD n'ont pas pour but premier de réduire les conflits et d'empêcher des actes de violence (à part contre les femmes, objectif numéro 3). Un grand nombre de répondants ont suggéré que si les OMD étaient atteint il y aurait une chute pour les indicateurs de violence ; cependant, comme ce n'était pas le cas pour la plupart des cas – les effets des OMD n'étaient pas encore vus. Un tiers des commentaires qualitatifs concernant ces problèmes ont déclaré que les OMD n'avaient fait aucune différence pour leurs pays en matière de sécurité.

« Les OMD ont été utile quand a la réduction des conflits et la construction de la paix dans mon pays »						
	Fortement en désaccords	En désaccords	Neutre	En accord	Fortement en accord	Nombres de réponses
	24.2% (23)	18.9% (18)	<b>28.4% (27)</b>	22.1% (21)	6.3% (6)	95

De nombreux répondants ont soutenu que si les OMD étaient atteints les OMD aideraient à construire les efforts de paix.

D'un autre coté, la plupart des répondants pensent que malgré les progrès des OMD, une situation de violence à continué à dominer. Les quatre premières explications étaient celles ci :

- Tout d'abord, les partenaires ont suggéré que les OMD ne concernaient pas directement les conflits et la construction de la paix. Il n'y a ainsi eu aucune relation entre la réduction du nombre de conflits et les OMD. Une amélioration de la sécurité publique ainsi que la cohésion publique ne faut pas partie du cadre du millenium. Janneth Lozano B., qui travaille pour le Codacop en Colombie a ainsi déclaré « en effet on ne peut pas voir de relation entre les OMD et la consolidation de la paix ».
- En second lieu, nos partenaires pensent que les OMD n'avaient pas eu un impact réel sur le niveau de violence sur le terrain. Les OMD étaient considérés comme inefficace pour favoriser la paix et le nombre de conflits et de guerres est resté similaire. Musa Mohamad Sanguila, de Pakigdait Inc., aux Philippines a soutenu « les pays pauvres sont toujours dans le chaos ». Francis Atul Sarker, de Caritas au Bangladesh a ajouté « La justice et la paix ne sont pas compris dans les OMD, ils sont limités quant à leur pouvoir de réduction de conflits et de construction de la paix ». Wonder Mufunda, de Caritas au Zimbabwe a ajouté « les tensions politiques et les conflits sont toujours des problèmes importants au Zimbabwe et les OMD n'ont pas beaucoup aidé».
- Quelques partenaires ont assimilé ce problème à la négligence des OMD quant aux causes structurelles de la pauvreté, comme l'inégalité.
- Enfin, un certain nombre de partenaires croient que les améliorations au niveau de la sécurité et de la sûreté n'étaient pas dans les capacités des OMD.

En conclusion, il est important de mettre en avant le fait que nos partenaires considèrent que le manque d'objectifs qui ont pour but de réduire les conflits est une faiblesse du cadre présent des OMD.

## **5. De quelle manière est-ce que les OMD affectent les gouvernements, les donateurs et les organisations de la société civile ?**

*« Les OMD ont permis d'améliorer la planification de mon gouvernement »*

59% de nos répondants étaient d'accord : les OMD ont permis d'améliorer la planification, mais de nombreux répondants ont décrit des problèmes importants concernant le suivi de ces plans.

Nos partenaires pensent que les OMD ont réussi dans le sens où ils sont devenus une référence qui avait été ajoutée aux plans de développement national. Dans certains pays ils ont supplantés la loi des pays. Oscar Ramón López Rodas, de Decidamos, au Paraguay a ainsi déclaré « le gouvernement actuel a écrit une proposition de politique publique pour le développement social, dont les objectifs sont pour 2013 qui est inspiré par les OMD.

Cependant, les commentaires de nos répondants ont mis en avant le fait qu'il y avait des problèmes d'implémentation. Un quart des commentaires ont soutenu que leurs gouvernements n'avaient pas mis en place les OMD ou ils n'avaient pas réussi à les mettre en place. Astrid Mendocilla Alvarez, de l'Institut d'Éducation et de Santé au Pérou a montré qu' « il y a eu des stratégies pour lutter contre la pauvreté qui sont compatibles avec les objectifs, buts et indicateurs utilisés pour les OMD. La stratégie nationale de sécurité alimentaire et la stratégie de développement rural, ainsi que les plans nationaux pour les enfants sont des bons exemples. Cependant, la distribution du budget n'est pas adéquate et il y a toujours des écarts significatifs pour atteindre ces objectifs en 2015. Ces buts ont été planifiés et atteints à mi chemin mais dans certains cas il n'y a pas eu de progrès significatif. »

Certains répondants ont insisté sur le fait que leurs gouvernements avaient essayé d'implémenter leurs plans mais qu'il avait été impossible de surmonter les obstacles pour atteindre les OMD due aux problèmes d'appropriation et aux approches venant des gouvernements au lieu de la société civile. Cela a conduit à un manque de soutien de la part des agents du développement ou de la participation. Zegeye Asfaw, d'Hundee-Oromo Grassroots Development Initiative, en Ethiopie a montré que « la planification et la distribution du budget est caractérisée par une approche venant du haut. Même si l'Ethiopie a adopté un cadre de développement qui inclut des éléments clés des OMD, la participation des éléments du développement a été restreinte et a perdu son sens initial aux niveaux administratifs. L'efficacité du cadre a ainsi été remise en question à cause de ces problèmes ».

Certains partenaires ont mentionnés le fait que les OMD permettent de tenir les gouvernements responsables, mais d'un autre côté certains partenaires ont déclaré que si les OMD avaient permis d'améliorer les plans des gouvernements, ils ne pouvaient pas être tenu dans la durée. Milimo Mwiba, de Caritas Zambie a déclaré « les OMD étaient inclus dans les plans nationaux et utilisés comme marqueurs pour tenir les gouvernements responsables ». Mais Rosilene Wansetto qui travaille pour Rede Jubileu Sul au Brésil a dit que « Grâce aux OMD les gouvernements ont aidé les gouvernements à être plus impliqués dans le développement, mais cela n'a pas suffi pour atteindre les objectifs dans le long terme ».

Les problèmes de gouvernances étaient décrits comme centraux. Pablo Reglasky de Bolivie a soutenu qu' « un cadre international ne servirait qu'à renforcer la dépendance financière des pays en voie de développement et comme la crise financière a pu montrer, cette situation ne peut être bénéficiaire dans la durée ».

*« Les OMD étaient plus importants pour les donateurs que pour les autres »*

Cette question a divisé nos partenaires, si 34,7% étaient d'accord, un tiers des commentaires qualitatifs suggéraient le fait que les partenaires considéraient les OMD autant important pour les donateurs que pour les receveurs de fonds. Malgré tout, 20% des commentaires qualitatifs ont révélé que les receveurs étaient septiques concernant les intérêts des donateurs.

Un nombre important de répondants a commenté que les OMD bénéficiaient à différents acteurs, les donateurs ne bénéficiaient pas forcément plus que les receveurs de fonds. Gilbert Nyarumbe, de Caritas Chinhoyi en Zimbabwe a déclaré : « Les OMD sont plus importants pour les donateurs que pour les bénéficiaires ».

Les OMD vont de pair avec le renouvellement des promesses des pays du Nord concernant les fonds donnés, ainsi qu'un renouvellement du partenariat Nord-Sud pour le développement. Zegeye Asfaw, d'Hundee-Oromo Grassroots Development Initiative, en Ethiopie résume « comme leurs noms indiquent, les OMD sont un cadre global qui renouvelle les promesses des donateurs de venir en aide aux nations en voie de développement. Ils obligent aussi les nations qui reçoivent des fonds à respecter, protéger, et défendre les droits de l'homme. Les porteurs de droit et les

marginaux, bénéficient dans le long terme du développement, et les donateurs et les pays en voie de développement seront obligés d'honorer leurs responsabilités, qualifier les OMD, de plus importants pour les donateurs que pour les autres ne peut être justifiés. «

Malgré tout, il a aussi été soutenu que les OMD ont bénéficié plus aux donateurs de fonds. Premièrement, parce qu'ils ont permis aux donateurs de concentrer leurs efforts sur les efforts qui étaient demandés et de contrôler les progrès. Musa Mohamad Sanguila, de Pakigdait Inc., aux Philippines, a déclaré que « les donateurs sont dépendants des OMD et peuvent vérifier ce qui est entrepris par les gouvernements ».

Mais tout le monde n'était pas d'accord sur cette question non plus : certains partenaires pensent que les receveurs de fonds ont bénéficié plus à cause de l'augmentation de fonds, la concentration sur un problème précis et une poussée pour la bonne gouvernance. Mauricio Martínez Rivillas, de Caritas Colombiana, en Colombie a soutenu «évidemment certaines agences ont eu des conséquences graves importance pour l'argued "certainly the agencies have made a big impact on the government for compliance, but also has had the political will of both government and civil society".

En opposition, 22% de nos partenaires croient que les OMD ont été plus bénéficiaires pour les donateurs cela serait dû à le pouvoir des receveurs de fonds et la propriété locale. Pym Ncube du Conseil national pour les personnes handicapées au Zimbabwe défend ce point de vue: "il n'y avait aucun atelier de travail pour les partenaires locaux", Donato Ochan Hakim, du Southern Sudan Older People's Organization (SSOPO) au Soudan a soutenu « la majorité des citoyens n'ont pas entendu parler des OMD, et ne les comprennent pas ».

Mais d'autres partenaires se sont plaints du fait que les OMD n'offrent pas de solutions pour atteindre un point de développement. Oswald Musoni, de Caritas Development Goma, République démocratique du Congo a déclaré : "les OMD continuent à être un cadre théorique sans indications sur le moyen de les atteindre."

*« Les OMD ont pu être utile pour mon organisation comme objet de lobby »*

Seulement un tiers de nos répondants pense que les OMD ont été utile comme outil de lobby pour leurs organisations.

Un choquant 89% des commentaires qualitatifs de nos répondants ont déclaré que les OMD avait été, d'une façon ou d'une autre, utile pour aider les organisations de société civile, ou la société en général. Les répondants ont décrit que le cadre avait rendu responsable les acteurs du développement ce qui était favorable à l'atteinte des objectifs. LA dévotion envers les OMD a permis de rendre responsable les gouvernements et a aussi permis d'encourager le 'lobbying' des organisations de société civile pour le progrès futur. Luciane Udovic and Bernard Lestienne de Grito dos Excluídos au Brésil a soutenu « grâce aux OMD des objectifs concrets ont été établis et ont rendu responsables les collectivités (gouvernements, organisations, chefs). Ces actions collectives ont renforcé le pouvoir de lobbying.

Deuxièmement, les OMD veulent aussi dire que certaines organisations ont soit remodeler certains de leurs projets, afin d'être en accord avec les objectifs, ou ils ont créer des nouveaux projets qui s'inspirent du cadre proposé par les OMD. Les OMD ne sont pas seulement utile pour le lobby mais aussi pour l'évaluation et la création de nouveaux projets. Dr. Alemayehu Mechessa, d'Oromo Self reliance Association (OSRA), en Ethiopie explique « les OMD ont des objectifs clairs, ils ont ainsi aidé les organisations à clairement organisé leurs projets, et à lever des fonds et lobbyer pour leurs réussites ».

Les OMD étaient clairement utile pour les organisations de la société civile, mais, nos données remettent en question le fait qu'ils étaient réellement utilisés comme outil de lobby. Une proportion importante des commentaires qualitatifs ont déclaré que les OMD n'avaient pas été utilisés—et que si ils l'étaient ce n'étaient que de façon sporadique ou par d'autres partenaires. Les répondants ont ajouté un certain nombre de problèmes importants :

- Les répondants ont déclaré que les objectifs des OMD n'étaient pas nouveaux, les activités et les objectifs des organisations étaient ainsi déjà en harmonie avec les OMD. Les OMD n'ont rien changé. Et n'ont ainsi pas utilisés les OMD pour leurs organisations. Katia Ferrari, LVIA, au Mozambique a dit « en pratique les OMD n'ont pas eu d'influence sur notre organisation, notre organisation est au niveau local ainsi il n'y a aucune influence pour nos projets ».

- Le publique n'a pas réalisé ce qu'étaient les OMD, et cela est du au manque d'informations au niveau national et local. George Boran, du Centro de Capacitação da Juventude (CCJ), au Brésil a déclaré « si ils ont permis a certaines organisations d'objet de lobbye, il semble que les OMD n'étaient connu que des personnes qui travaillaient dans le secteur du développement... les gens ordinaires n'en ont jamais entendu parler, il y a eu un manque de publicité ».
  - Il n'y a pas eu assez de fond ou de soutien pour les organisations du Sud qui travaillaient à atteindre ces objectifs. Horácio Fernando Simbine, Comissão Episcopal de Saúde, au Mozambique a décrit la situation ainsi : « les objectifs ont permis d'ouvrir de nouveaux locaux mais il n'y a pas eu assez de fonds »
  - Certaines caractéristiques des OMD étaient considérées par certains plus utiles que d'autres. Rose Mary du KMSS a déclaré que « les OMD étaient utiles dans certains cas, comme par exemple, la sante et l'éducation pour tous. ».
  - La distribution de l'aide semble avoir influence l'usage des OMD, mais ils ont aussi eu pour conséquence une application superficielle des OMD. Philip Kamara, Caritas Makeni, au Sierra Leone a ainsi décrit le fait que cela va sans dire que les organismes pour continuer à recevoir des fonds doivent être a l'ordre du jour. La réussite des OMD a ainsi dicte le cours des évènements pour le développement.
-

### 6. Quelle est la prochaine étape ?

*Après 2015 quand les OMD seront terminés, est-ce qu'il devrait y avoir un autre cadre reconnu internationalement concernant le développement global ?*

**87,4% de nos répondants ont soutenu l'idée qu'il devrait y avoir un cadre international une fois que les OMD sont arrivés à terme, après 2015.**

Les commentaires et interviews qualitatifs de nos répondants ont mis en avant des raisons différentes pour le soutien du nouveau cadre :

- **Les OMD n'ont toujours pas été atteint, il faut terminer ce que nous avons commencé**, il ne faut pas l'oublier. Les répondants ont insisté sur le fait que les objectifs méritent d'être poursuivies jusqu'à ce qu'il soit atteint. Ainsi soit il devrait y avoir un nouveau cadre, soit le cadre présent devrait inclure de nouveaux objectifs. Tibor van Staveren Country représentatif au Timor-Leste de Progressio a écrit : « quand les objectifs vont être évalué, beaucoup de personnes vont parler ainsi : 'Oui, nous n'avons pas réussi à réduire de moitié la population qui vit avec la faim – ou n'importe quel autre but qu'on tente d'atteindre. Nous ne sommes toujours pas arriver au point B mais au moins nous avons progressé et évoluer du point A. Nous pouvons voir le point B, la bas si on plisse les yeux. Et si l'on regarde ce qui se passe autour de nous, le passer a laissé lieu a une meilleure situation ! Ca compte pour quelque chose. Nous pouvons toujours y arriver dans les dix prochaines années. Ce qui est souvent oublié est le fait que les OMD ne sont pas un point final mais une base sur un long chemin ».
- Les accords internationaux sont importants, **ils permettent d'avoir un soutien mutuel et un esprit de coopération dans le monde qui sont deux caractéristiques nécessaires pour un développement efficace**. Les répondants étaient clairs il faut un nouveau cadre qui permet une alliance continue entre les pays du Nord et les pays du Sud. Oppa Rukara, de Caritas Masvingo au Zimbabwe a ainsi commenté « un cadre aide a voir le monde comme un village ce qui permet de généraliser les activités du développement ». Takura Gwatinyanya, de Caritas Zimbabwe-Harare a ajouté « ces cadres sont nécessaires pour créer et promouvoir l'idée de partenariat mondial pour lesquels les pays partagent une vision similaire du développement tout en ayant des idées différentes ».
- Les cadres internationaux sont perçus **comme un guide du développement pour les gouvernements mais aussi par la société civile**. Rev Phumzile Zondi-Mabizela, du conseil chrétien de KwaZulu-Natal en Afrique du Sud a ainsi déclaré « il faut un cadre global afin de guider les pays ». Les buts étaient, de plus, considérer utile pour permettre l'avancée du développement et comme George Boran qui travaille pour Centro de Capacitação da Juventude (CCJ) au Brésil a ajouté « trouver un consensus sur des objectifs clairs est un point essentiel du progrès. Sinon on va se disperser. Sans priorités claires, tout est important et ainsi rien n'est important. »
- Malgré tout, notre recherche a révélé l'importance des problèmes de gouvernance et un besoin de rendre les gouvernements responsables mais aussi de faciliter l'évaluation et le suivi. Les OMD ont aidé à rendre les gouvernements et les acteurs du développement responsables, et cela a amélioré la qualité du travail du développement. Alemayehu qui travaille pour Oromo Self reliance Association (OSRA) en Ethiopie a soutenue qu'un cadre « encourage tous les acteurs du développement, ainsi que le reste du monde, à connaître les buts du développement – et les machineries gouvernementales ». Haile, de l'Organisation pour l'emploi des femmes, an Ethiopie, a déclaré « parce que d'une certaine façon, ils ont rendu les gouvernements responsables pour leurs actions ».
- Tout le monde est d'accord, sur le fait que les OMD n'étaient pas parfaits, mais ils doivent être vu avec un fort potentiel pour s'améliorer. Linus A Mayembe, de DACHEO, en Tanzanie a commenté « les premiers OMD avaient des problèmes qui peuvent être résolus par un nouveau cadre ». Les acteurs du développement peuvent apprendre une leçon des OMD et créer des projets améliorer en prenant en compte les objectifs existants, ou en créant des objectifs complètement nouveaux. Joseph D. Howard, du Centre pour l'Etude de la Paix et de la Justice, au Liberia a déclaré « le nouveau cadre va donner le ton afin d'adresser les problèmes qui n'ont pas été inclus dans les OMD ». Les partenaires veulent ajouter des problèmes au nouveau cadre plutôt que de ne pas en avoir un du tout. Par exemple Tim Vora, de ' HIV/AIDS Coordinating Committee (HACC)', au Cambodge a déclaré « il faut continuer avec les activités actuels des OMD mais il faut aussi inclure les problèmes de trafic de drogues, de corruption, de reforme judiciaire et des d'administration publiques ».

- **Mais il y avait aussi ceux qui ne pensaient pas qu'il devrait y avoir un cadre nouveau.**

Les répondants ont insisté sur l'importance d'adapter le cadre aux différents contextes des pays. Yoseph Negassa qui travaille pour Action pour le Développement en Ethiopie a soutenu que « les disparités régionales devaient être prise en compte ».

Il y avait aussi ceux qui ont peur qu'un cadre international puisse **réduire la souveraineté nationale**. Par exemple, Mutshipayi qui travaille pour la conférence épiscopale du Congo, a déclaré « je ne pense pas que le développement de mon pays peut être pensé de l'extérieur. Nous devons le concevoir nous même sans nous renfermer sur notre pays. »

Quelques partenaires ont aussi eu peur qu'un nouveau cadre puisse bloquer la planification future mais ils se demandent aussi si un nouveau cadre soutiendrait vraiment leurs besoins pour le développement. Il y avait aussi ceux qui sont perturbés par le fait que les premiers OMD ont été un échec, ainsi ils n'étaient pas sur qu'un nouveau cadre serait utile pour le développement. Sege Bingane Narwangu, de Caritas Bukavu dans la République Démocratique du Congo a déclaré « le cadre n'est pas connu par tout le monde et il n'a pas permis le développement global qui était attendu ».

Mais, il y avait aussi ceux qui ne croyaient pas qu'un nouveau cadre était nécessaire ou qu'il pourrait être avantageux. Simão Chatepa, Trocaire, en Angola a mis cette idée en avant : « le développement ne sera jamais atteint au niveau global, a travers des initiatives locales ou les gouvernements africains ne prennent pas au sérieux les problèmes de leurs pays ».

## **7) Doit-on développer des objectifs nouveaux?**

De manière générale, les répondants étaient en faveur de créer des nouveaux objectifs après 2015, et ils étaient pour faire confiance dans l'évaluation des OMD.

*«Quoi qu'il advienne avec les OMD il devrait y avoir une approche basée sur l'atteinte des objectifs ».*

Un nombre important de nos répondants ont défendu l'idée d'une approche basée sur l'atteinte des objectifs, avec 80% des répondants qui pensaient que c'étaient la meilleure solution (62% étaient extrêmement d'accord ; 18% étaient d'accord).

Les répondants ont soutenu le fait qu'une approche basée sur les résultats étaient plus concrète et plus réaliste, cela permet l'évaluation et le suivi, ils peuvent devenir un outil qui peut être utilisé pour mesurer l'efficacité des actions entreprises : « c'est ce qui déterminera l'efficacité ; sinon on ne pourra atteindre une performance commune. » (Abbe Eustache Roger Tsovore, Caritas Bunia). Francis Kyaw Zin Oo fait part de son avis : « le processus devrait être proprement suivi et évalué » les objectifs permettront de vérifier les progrès.

Un autre argument a été donné par certains de nos répondants qui pensent qu'une approche basée sur les objectifs permet de faire passer en priorité les gens des pays les plus pauvres. Francis Atul Sarker de Caritas au Bangladesh a insisté : « la plupart des OMD sont exprimés en termes relatifs, et la structure des OMD permet ainsi d'insister sur les pays les plus pauvres en se concentrant sur les objectifs en regardant des indicateurs spécifiques. »

### **Il y avait, cependant, des problèmes importants à considérer :**

- **Des problèmes Méthodologiques et le besoin d'éviter la « tyrannie des nombre » :**

Certains se sont inquiétés de l'usage de moyens quantitatifs ainsi que le problème de tout mesurer avec des nombres. « Aller à la chasse aux nombres présentent de nombreux risques » (Tarira Elizabeth, St Albert's Mission Hospital, Zimbabwe). Horácio Fernando Simbine, Comissão Episcopal de Saúde a ajouté, « les objectifs étaient très importants car ils ont permis de nous diriger et de mesurer nos progrès, mais nous devons aussi mesurer la qualité de l'implémentation des programmes car tout ce qui augmente en volume peut perdre de sa qualité. »

- **L'importance du processus**

**Les répondants ont soutenus le fait que les progrès qui ont permis de développer un cadre était plus important. Ils permettent d'avoir des objectifs concrets.** Matt MacGarry, qui travaille pour le CRS en Afghanistan a

ainsi exprime ses peurs : « La prochaine étape qui doit être prise en compte doit être dans le processus. Le changement le plus important qui peut être réalisé par quelqu'un doit être dans le processus de décider ce qui doit advenir après les OMD. La priorité n'est pas l'atteinte des objectifs mais bien déterminé qui va décider de ce qui adviendra après les OMD ».

*« L'évaluation des OMD sera une indication réelle afin de déterminer si l'aide a été efficace dans mon pays »*

Dans notre questionnaire, les répondants ont eu une extrême confiance dans l'évaluation des OMD, avec deux tiers (66.4%) qui étaient d'accord que les OMD permettent d'indiquer si l'aide a été efficace.

Les répondants pensent que l'évaluation des OMD sont une partie importante du processus pour se rendre compte si **les fonds ont été bien utilisés** ou si **l'aide a été efficace**. Ma Flor M Te, Sabakan, aux Philippines, a remarqué que « les outils d'évaluations vont aider à identifier les indicateurs utiles pour confirmer la bonne utilisation des fonds données ». Nos partenaires pensent que l'évaluation des OMD permettra de révéler si leurs gouvernements ont été dévoués ou pas à l'atteinte des objectifs. **Ils rendent ainsi les gouvernements responsables de leurs actions**. Janneth Lozano B., de Codacop en Colombie, a ajouté « ils permettent d'indiquer le niveau d'engagement gouvernementale pour ces questions ». Sœur Bernadette Uko du Diocèse Catholique de Kano, dans la congrégation des filles de la charité au Nigeria a mis en avant le fait que « l'évaluation des OMD va rendre les gouvernements ainsi les ONG responsables ».

Il y avait aussi un optimisme certain que l'évaluation des OMD va permettre d'identifier les problèmes rencontrés par le cadre des OMD au niveau local et au niveau international. Une bonne évaluation permettrait aussi les meilleures ainsi que les pires initiatives. Oscar Ramón López Rodas, de Decidamos au Paraguay a dit « l'évaluation sera un indicateur important pour juger l'efficacité ou l'inefficacité des programmes d'aides ».

Mais, les participants à notre recherche ont aussi insisté sur le fait qu'il devrait y avoir une **évaluation juste et impartiale**. Les répondants ont insisté sur l'importance d'une consultation jointe, qui inclurait les gouvernement ainsi que la population et les organisations de société civile, afin d'obtenir une image précise et correcte de l'efficacité de l'aide. Les partenaires ont été suspects d'une évaluation qui serait dirigée par des gouvernements nationaux ou des organisations étrangères. Ils ont insisté sur l'idée d'une évaluation qui serait effectuée par autant de pays et d'acteurs possibles. Rose Mary, Karuna Myanmar Social Services (KMSS), en Birmanie a déclaré, « cela devrait commencer par un processus inclusifs »

Quelques partenaires ont mis en avant **l'importance d'une méthode d'évaluation appropriée** qui permettrait de mesurer les différents aspects du développement, mais qui prendrait aussi en compte les facteurs internationaux. Emma Lazcano Davalos, du Centro de Comunicacion y Desarrollo Andino (CENDA), en Bolivie a insisté sur le fait que l'évaluation des OMD sera relative, spécialement si on adopte une vision quantitative qui n'est ainsi pas basée sur le processus ».

Les partenaires les plus septiques ont soutenu que les évaluations peuvent être partielles. Rita Schwarzenberger, de Hope for the Village Child Foundation, au Niger a prévenu que « l'aide viendra d'autres sources et pur d'autres problèmes », une évaluation ne présentera pas une image basée sur la réalité de l'efficacité de l'aide. D'autres ont eu peur que le manque de données de qualités, et de manipulation politiques pourrait porter préjudice aux évaluations.

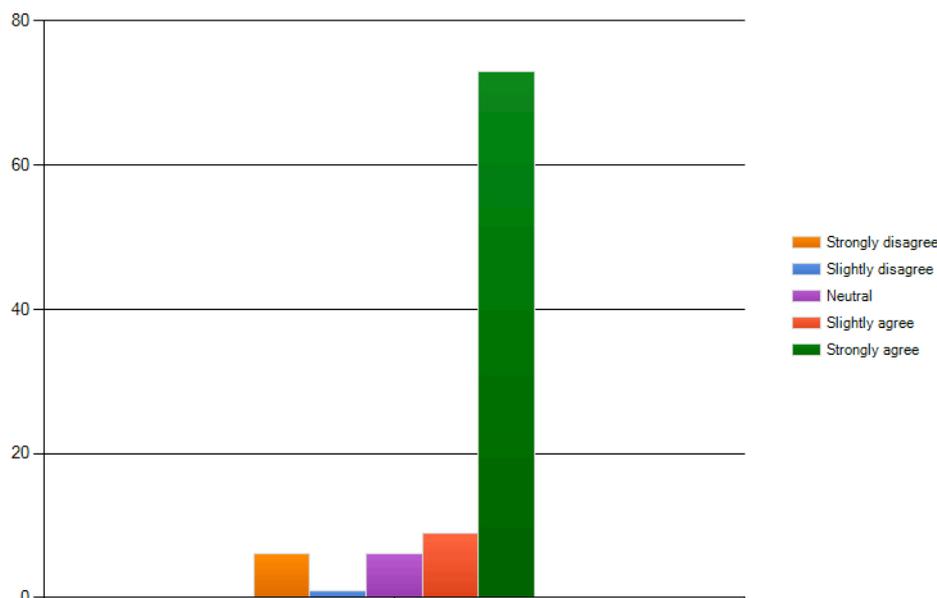
## **8) Quel doit être le processus pour la planification après 2015 ?**

Les participants à notre recherche ont défendu un processus pour la planification après 2015 qui serait inclusif, participatif et mené par un partenariat entre les pays du Nord et les pays du Sud.

*« Le processus pour décider de ce qu'il adviendra après les OMD est aussi important que le cadre lui même »*

Pour cette question une grande majorité des répondants a notre questionnaire, 77%, pensaient clairement que le processus pour décider ce qu'il adviendra après les OMD est aussi important que le cadre en lui même. Dr John S Materu, un docteur médical du Diocèse de Moshi, au centre de l'Arc en Ciel en Tanzanie, a, ainsi, déclaré que le processus sera crucial « pour affirmer la maniabilité du cadre ».

“The process of deciding what comes after the MDGs will be as important as the framework itself”



Les commentaires de nos répondants ont affirmé l'importance du processus afin d'assurer **que les leçons originelles des OMD aient été retenues**. Cela ne peut être réalisé que si le cadre prochain est formulé avec la participation de tous, et surement avec la participation des pays en voie de développement ». Tim Vora de HACC in Cambodge, a montré que « l'on a besoin de revoir et de prendre des décisions basées sur les résultats de cette revue (les points forts et les faiblesses). Cela nous permettra de mesurer ce que l'on a atteint tout en allant de l'avant en identifiant les problèmes ».

Il y a aussi eu une demande importante pour un **processus inclusif, ouvert et participatif**. Francis Atul Sarker, de Caritas au Bangladesh a dit que « les OMD devraient se concentrer sur des mécanismes que l'on peut traquer tel que la participation, la prise de pouvoir, les responsabilités mutuels et la reddition des comptes des gouvernements ce qui inclut les agences de développement »

**Nos partenaires ont insisté sur le fait que les communautés doivent être inclus dans le cadre à différents niveaux, et que le processus doit être participatif ainsi que consultatif** : « Il devrait y avoir une discussion collective qui inclue, la société civile les gouvernements, les donateurs, mais aussi les populations. Les populations devraient ainsi être incluses et prendre part dans les décisions » (Rosilene Wansetto, Rede Jubileu Sul Brasil). En effet il faut éviter que les décisions soient prises par les élites.

**Cependant, tout le monde n'était pas d'accord – certains pensent que l'on ne devrait pas se concentrer sur le processus, mais sur l'implémentation et sur les résultats**. Pablo Reglasky, directeur de Prodipan en Bolivie a déclaré que « le cadre n'est pas une fin en elle même, ce qui va venir après les OMD doit être considéré comme plus important » ; Philip Kamara de Caritas Makeni au Sierra Leone a aussi insisté sur le fait « qu'il est plus important de décider ce qu'on fait sur le terrain, le cadre n'est pas important ».

**D'autres doutaient du fait qu'il est possible d'avoir un processus inclusif et participatif**. Simao Chapeta, Trocaire a dit, « il n'y aura jamais de place pour ce genre de discussions... les pays riches vont toujours dicter les règles du jeu »

« La planification de l'après OMD doit être menée par les pays du Sud »

Cette déclaration a été un élément qui n'a pas eu des grandes influences sur notre recherche. En effet il y avait de grandes différences entre les données quantitatives dérivées de l'échelle de Likert et les commentaires qualitatifs des interviews et des commentaires écrits.

Alors que 67% des répondants étaient d'accord avec le fait que la planification post OMD devrait être dirigée par les pays du Sud dans les questionnaires, une majorité des commentaires qualitatifs ont mis en avant une préférence pour la planification après 2015 conduite entre les pays du Nord et les pays du Sud.

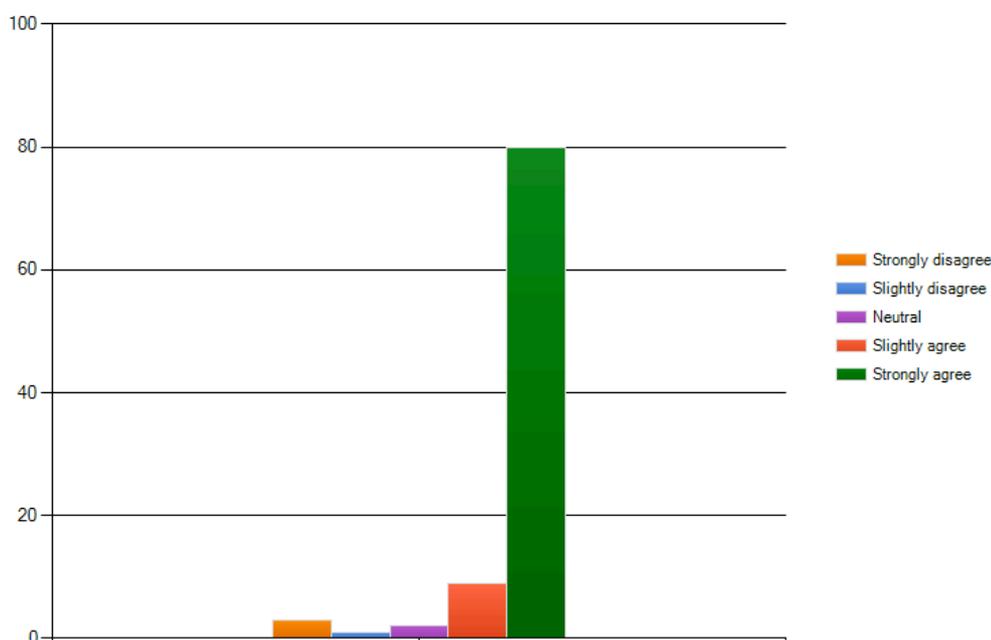
**Ceux qui étaient pour un processus mené par les pays du Sud ont mis en avant le fait que les pays du Sud étaient directement concernés par les problèmes de développement, ainsi que la connaissance plus précise des différents contextes nationaux.** Luciane Udovic e Bernard Lestienne Grito dos Excluídos/as Economic Justice Programme, a par exemple déclaré « il e peut y avoir de développement sans la participation de ceux qui le désirent le plus. Ce me peut être les pays riches qui vont permettre le développement des pays pauvres, mais bien l'inverse : la pauvreté de beaucoup est du a l'enrichissement d'un petit nombre. C'est pour cette raison que les pays pauvres doivent mener la planification de l'après 2015. Marcelo Osvaldo Aramay qui travaille pour CEPAS Caritas a décrit le fait que les OMD devraient être mené par le pays du Sud parce que les OMD comprennent mieux la réalité des problèmes de développement, et peuvent ainsi les résoudre plus efficacement.

**Ceux qui ont défendu un partenariat entre les pays du Nord et les pays du Sud ont insisté sur l'idée de coopération.** Rita Schwarzenberg, qui travaille pour la fondation 'Hope for the village' au Niger a mis en avant le fait que ni le Nord no le Sud ne devrait mener le processus mais qu'il devrait être mené par une combinaison des gens qui sont les meilleurs, qui ont une expérience du terrain et qui sont motivés pour faire un bon travail. Francis Kywan Zin Oo de l'organisation AVSI en Birmanie a dit « que la plupart des donateurs viennent du Nord, il devrait ainsi y avoir une collaboration pour une compréhension mutuelle » Sœur Bernadette Uko a spécifié que les pays du Sud devait être autant impliqués que les pays du Nord, cela aurait pour implication le fait que la prochaine étape serait autant pratique que théorique. Emma Leslie, qui travaille au Cambodge a déclaré « **ce sont des problèmes du Nord et du Sud qui ont pour objet le partenariat et le partage des ressources. Les OMD n'ont pas été atteint a cause du Nord, en effet il y avait toujours un besoin d' 'acheter' de toute la planète, cela est particulièrement vrai pour les problèmes environnementaux et d 'égalité des gendres qui nous affectent tous** ».

Il y avait un nombre de participants qui ont mis en avant d'autres approches. Mauricio Martínez Rivillas a par exemple soutenu le fait que le processus devait être une coopération Sud-Sud, « il doit y avoir un rôle plus important pour les pays du Sud. Il est important de considérer un processus basé sur la coopération Sud-Sud ». D'autres ont eu une approche qui était plus anti élite, et d'autres pensent que le processus n'était pas un problème très important « je ne pense pas que ce qui est arrivé peut être expliquer par ceux qui ont planifié les OMD » (Dr John S Materu Diocese of Moshi, Rainbow Centre).

## 9) Quels sont les critères pour un cadre dans l'après 2015?

“Whatever comes after the MDGs needs to take better account of different country contexts”



Il y avait un appui consistant et important des répondants pour un cadre après 2015, ce dernier prendrait en compte les contextes spécifiques des pays. Il y avait une demande importante pour un cadre qui soit plus inclusif des

différents problèmes du développement ; mais les opinions sont restées partagées concernant la question de la concision du cadre.

*« Quoi qu'il arrive après les OMD il faut prendre en compte les contextes spécifiques des différents pays »*

**Les répondants au questionnaire ont affirmé sans aucun doute que les OMD doivent prendre en compte le contexte des pays.** 85% des répondants étaient d'accord sur ce fait, alors que 10% étaient seulement un peu en accord.

**Dans les interviews qualitatifs les répondants ont décrits le fait que l'adaptation du cadre au contexte du pays est une condition critique pour le développement :** Abbe Justin Nzunzi, de la commission Paix et Justice a Bukavu en RD du Congo a expliqué « ceci est nécessaire pour qu'il y ait une appropriation réelle (des plans du développement) sinon si on leur impose des plans cela sera un échec ».

Certains ont mis en avant le fait que la définition des objectifs et des buts, doit être spécifiques et différentes pour chaque pays. Cornelius Munetsi Hamadziripi qui travaille pour Caritas Zimbabwe a déclaré, les objectifs doivent être définies en prenant en compte « les différentes réalités, les contextes et la situation de chaque pays » Cette perspective était liée à la vue que le processus devrait être inclusif et spécifique pour chaque pays en effet « les réalités socioculturelles varient et il faut ainsi considérer la nécessité de prendre en compte les contextes des pays différents » (Etelvino Emílio Carlos, Caritas Mozambique).

Francis Atul Sarker, du CRS au Bangladesh donne un résumé excellent de la situation :

*« La terminologies des problèmes, les chocs, et les gens vulnérables ainsi que les défis peuvent être semblables dans différents pays, mais les types et les degrés de ces questions varient d'un pays à l'autre. Par conséquent, quel que soit le programme mondial de développement, il doit être définis localement en prenant en compte le contexte de chaque pays ».*

D'autres ont soutenue le fait qu'un cadre international pour définir les objectifs doit aussi être spécifique à chaque pays quant à l'implémentation de ces objectifs. Pym Ncube qui travaille pour le conseil national des personnes handicapées au Zimbabwe a montré que « les lignes directrices peuvent être universels mais l'implémentation doit être dirigé par les pays individuels ».

*« Quoi qu'ils arrivent après les OMD ils doivent être plus inclusif des différents problèmes du développement »*

Il y avait un sentiment fort de la part de nos répondants qu'un nouveau cadre devrait être plus inclusif – avec 89% qui était d'accord (72% étaient complètement d'accord ; 17% seulement d'accord).

**Quoi qu'il en soit, les réponses des participants quant à ce qui doit être inclus dans le nouveau cadre étaient diverses, il n'y avait pas une seule tendance.**

Certains thèmes dont nous avons parlé auparavant ré émergent dans cette question :

### **1. La nécessité d'inclure les causes structurelles de la pauvreté**

Regina Salvador-Antequisa, Ecosystems Work for Essential Benefits, aux Philippines a déclaré « aux Philippines, si l'on ne prend pas en compte les causes memes de la pauvreté, les OMD ont peu de chance de réussir. Cela veut dire qu'aucun montant d'aide ne peut changer la situation ».

### **2. Les problèmes d'environnement et d'égalité des genres**

Elizabeth H.Monteza qui travaille pour le Centre d'Action Social au Diocèse du pagadian, aux Philippines a mis en avant le fait que l'environnement est une priorité qui doit être inclus dans le nouveau cadre. Sr. Christy Umeadi de Faith Base au Niger a mis en avant l'importance de l'égalité des genres.

### **3. La responsabilité sociale des entreprises/ une leçon de la crise financière**

Rosilene Wansetto, de Rede Jubileu Sul Brasil, au Brésil a soutenu que « les OMD doivent clairement inclure la responsabilité sociale des entreprises. Les entreprises ont un impact direct sur l'environnement, le changement climatique et les populations. Ils renforcent la pauvreté, par exemple, au Brésil la construction d'une usine hydroélectrique a eu pour conséquence le fait que les gens ont perdu leurs terres et propriétés. Ceci peut être considéré comme du développement mais à quel coût ? Ils contribuent aussi à la pauvreté si les entreprises ne prennent pas en compte les populations. Les objectifs devraient prendre en compte les réalités et les entreprises ont un impact important sur le développement ». Emma Lazcano Davalos qui travaille pour CENDA, en Bolivie a ajouté « si l'on prend en compte les leçons de la crise financière et la situation actuelle dans laquelle nous vivons ».

### **4. Un accès aux régions reculées, qui ne prends pas seulement en compte le besoin des villes**

Jean Robson Pinheiro, CIMI, Brésil a clairement mis en avant ce point : « il y a eu des progrès, mais les questions comme la santé, l'éducation, doivent aussi se concentrer sur les problèmes d'accès aux régions perdues. Nous travaillons ici avec des groupes isolés, nous devons prendre cela en compte et provisionner pour ces groupes isolés ».

*« Quoi qu'il arrive après les OMD le cadre doit être plus concis »*

Si les répondants voulaient un cadre plus inclusif, ils ont aussi mis en avant le fait qu'il voulait un cadre plus concis. Trois quarts de nos répondants étaient d'accord avec ce commentaire. Cependant, cette statistique peut être trompeuse comme il n'est pas clair que nos répondants ont compris cette question.

Certains répondants étaient contents avec les OMD originels et ne pensaient pas qu'ils devaient y avoir beaucoup d'ajustement. Abbe Eustache Roger Tsovore Bunia, de Caritas Bunia, en RD Congo a déclaré « (les OMD sont) concis et précis et permettent de résoudre au moins 80% de ces problèmes ».

D'autres pensent qu'il faut faire attention et ne pas être trop concis, ils pensent que ce la pourrait mettre en danger la flexibilité et l'adaptabilité du cadre à chaque pays différent. Rita Schwarzenberger, de 'Hope for the Village Child Foundation', au Niger nous a prévenu « si le cadre était plus concis cela aurait pour conséquence d'éliminer certaines facettes du cadre qui font que le contexte du pays est important ».

Un certain nombre de partenaires, ont montré qu'il était important de se concentrer et d'avoir quelques priorités dans le nouveau cadre. Katia Ferrari, du LVIA, au Mozambique a ajouté « il semble que le cadre est très extensif on peut tout mettre dans ce cadre. On ne peut cependant pas voir ces effets sur le terrain ». Emma Leslie, du Centre for Peace and Conflict Studies, au Cambodge a suggéré que « les besoins basiques sont une priorité et peut être il faut mieux se concentrer sur une ou deux priorités que sur beaucoup, par exemple, l'eau propre et la nourriture. Il est probable que tout le monde veut mettre en avant la priorité qu'il croit clé, mais il vaut mieux se concentrer et atteindre un objectif avant de vouloir s'étaler ».

#### **10) Quelles sont les options possibles après 2015 ?**

Plus de la moitié de nos répondants ont suggéré que le cadre des OMD devrait être étendu et développé après 2015 ; mais plus de 30% ont suggéré qu'il devrait y avoir un nouveau et différent cadre.

*Laquelle de ces trois alternatives décrivent le mieux votre vue ?*

Il y a une demande claire pour un changement après 2015. En répondant à cette question, 54% de nos répondants ont déclaré qu'« après 2015 on devrait étendre et développer le cadre existant des OMD ». Seulement 15 de nos 104 répondants ont choisi l'option suivante « Après 2015 on devrait garder le cadre existant et seulement prolonger les délais ».

En expliquant le fait que le cadre des OMD doit être étendu et développé, les répondants ont décrit le fait que les résultats des OMD actuels doivent être utilisés afin d'évaluer la situation et de déterminer ce qu'il faut changer ou garder au prochain tour. Shafiqul Islam de l'organisation DAM a décrit son souhait d'arriver à avoir « une version améliorée des OMD ». Jean Robson Pinheiro, coordinateur du CIMI au Brésil a dit que : « les changements ont généré des buts qui demandent un ajustement à la recherche de ce qui n'avait pas été matérialisée dans les OMD tout en prenant en compte les nouveaux éléments qui émergent ».

D'autres ont soutenu le fait que plus de problèmes devaient être inclus dans le nouveau cadre des OMD après 2015. Matt McGarry qui travaille au CRS en Afghanistan a insisté sur le fait que la simple extension de la date limite des OMD « mettrait en danger l'idée de la reddition des comptes et les indicateurs dans le temps. Comme il y a eu un effort important a été fait pour orienter les donateurs et ceux qui sont charges de l'implémentation, il semble que ce serait un gâchis de les annuler et de tout recommencer a zéro. Une révision ou l'on change, étend, révise et annule ou il le faut semble plus logique ».

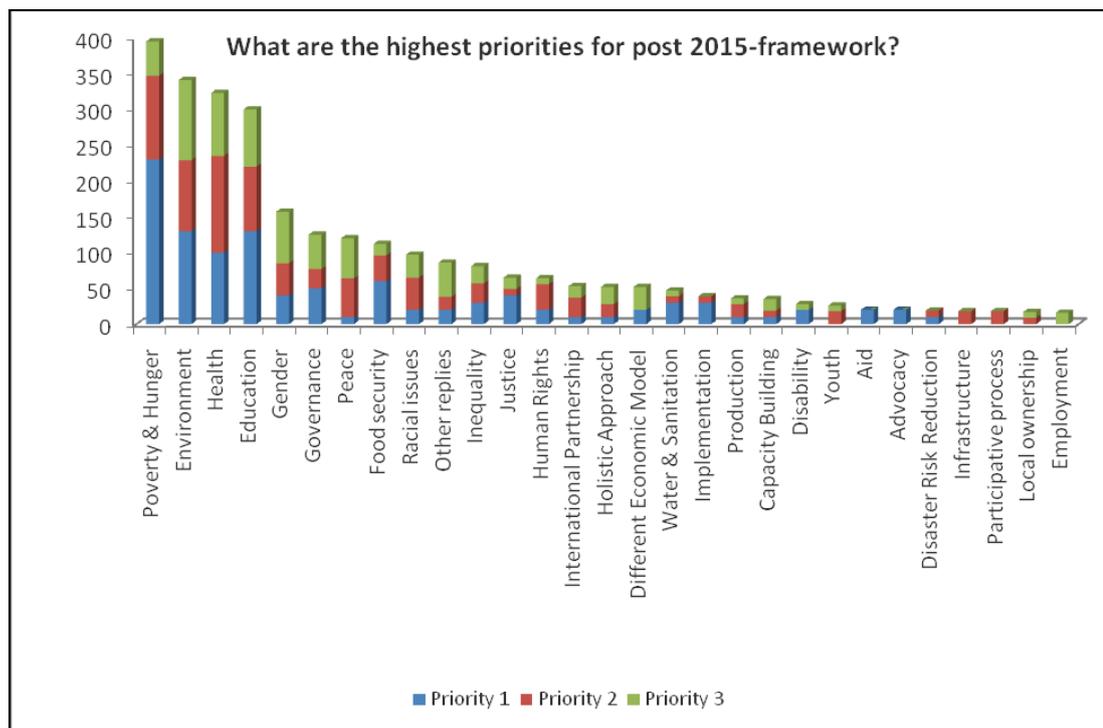
Il y avait un certain nombre de répondants qui ont soutenu le fait qu'il faille garder les OMD complètement. Le père Francis Nass, par exemple, qui travaille au Diocèse Catholique de Yola au Niger pense « que l'on devrait garder les OMD car ils sont parfaits et qu'ils améliorer les conditions. Selon lui il faut étendre la date limite tout en gardant une approche basée sur des objectifs a atteindre en continuant a verser des fonds ». D'autres pensent que parce qu'il y a beaucoup a faire et que les buts originels n'ont pas été atteint, il n'y a pas un option meilleur que celle qui envisage de garder les OMD en étendant la date limite : « Notre inhabilité a atteindre les objectifs a eu pour conséquence que nous devons garder les OMD existant et étendre la date limite » (Père Simeon Omale, Catholic Diocese of Imah).

Ceux qui ont suggéré qu' « après 2015, on a besoin d'un cadre différent et nouveau » ont défendu ce point pour un certain nombre de raisons. Welcome Sibanda qui travaille pour Caritas au Zimbabwe a fait référence a la situation économique pour justifier le fait qu'il faut un cadre complètement différent : « A cause de la récession dans les pays sous-développés nous devons revoir les problèmes de pauvreté en prenant en compte la globalisation ».

*Les trois problèmes les plus importants qui doivent être prioritaires dans le cadre de l'après 2015 ?*

Mais comme nous avons pu le prévoir, il y avait de nombreuses réponses variées. Cependant, les données du questionnaire ont révélé des tendances fortes pour le cadre post 2015 et les quatre priorités doivent clairement identifier les problèmes les plus critiques.

- 1) **La pauvreté et la faim**
- 2) **L'environnement**
- 3) **La santé**
- 4) **L'éducation**



## La pauvreté et la faim

Environ 50 % de nos partenaires considèrent que la pauvreté et la faim devraient être des priorités pour le développement. Comme Vincent Edoku de Caritas en Ouganda a déclaré « la lutte et l'éradication de la pauvreté et de l'inégalité et la solution pour atteindre le développement peut avoir plusieurs visages. La communauté internationale a raison d'insister dessus ». Il faut noter que si le plein emploi (objectif 1b) et la sécurité alimentaire n'étaient pas des problèmes donnés comme priorité, si on les ajoutait aux nombres de fois qu'a été mentionné l'éradication de la faim et de la pauvreté, ces priorités deviendrait de très loin une des plus hautes priorités dans le développement des objectifs dans le cadre futur.

## L'environnement

L'environnement a été placé comme seconde priorité. Il y a eu un appel très important pour atteindre une situation durable et la protection de la nature et de l'écosystème. Concernant ce dernier point, Javier Munera, de CEUDES en Colombie a soutenu le fait que « heureusement l'objectif principal n'est pas le développement, mais bien le fait de maintenir les possibilités de préserver l'espèce humaine sur la planète ». Ateeq Rehman, d' Islamic Relief Worldwide, Région Asie a prévenu contre une pauvreté qui est causé par les catastrophes environnementales ».

Ces appréhensions ont été le sujet de nombreux commentaires laissés par certains partenaires. Le changement climatique est devenu un des plus gros problèmes ce qui fait que l'environnement est une priorité pour le cadre de l'après 2015. Kyaw Zin Oo, de l'Association du Service Volontaire International (ASVI) en Birmanie a mis en avant « les problèmes du réchauffement climatique. L'Objectif numéro 7 : assure un environnement durable » fait partie des priorités qu'elles considèrent comme les plus importantes de notre temps.

## La santé

La santé est la troisième priorité qui a été la plus mise en avant dans le questionnaire, 38% des réponses rangent le bien être physique comme un but primordial, qui doit être inclus dans les plans futurs du développement. En effet, dans les pays du Sud, les problèmes de santé ne sont pas seulement un problème de confort physiques et de souffrance, mais ils ont aussi des coûts économiques très importants. Ainsi, comme Etelvino Emilio Carlos, de Caritas Lichinga au Mozambique a soutenu « (un nouveau cadre a besoin) de combattre le SIDA, la malaria et les autres maladies. Je ne connais pas une seule communauté qui a pu se développer tout en ayant des problèmes de santé.

Grace au sujet de la 'santé' nos partenaires ont pu exprimer de nombreux problèmes liés à ce sujet qui montre que les OMD ont déjà trois différents objectifs qui sont déjà dirigés aux problèmes de santé : l'objectif numéro 4 : réduire la mortalité infantile, l'objectif numéro 5 : améliorer la santé maternelle et l'objectif numéro 6 : combattre le SIDA et les autres pandémiques. Ainsi, même si la santé n'arrive qu'en troisième priorité, les autres problèmes dont nous venons de faire mention sont des thèmes récurrents dans notre étude. Louis Legge Lako Kenyi, du bureau du développement catholique dans la région pastorale du Kosti, au Soudan a ainsi déclaré : « réduire la mortalité infantile est un problème qui nous affecte tous ». Tsigie Haile, d'Ethiopie a ainsi demandé « des services basiques de santé à la disposition de tous ».

## L'éducation

L'éducation a enfin été identifiée comme le quatrième but le plus critique pour le cadre du développement. L'éducation est un sujet qu'il faut ainsi impérativement inclure dans les accords après 2015. L'éducation est une qualité vitale qui doit être garantie à tout être humain pour faciliter son inclusion dans la vie politique et économique. L'éducation permet aussi d'améliorer la santé, le développement économique ainsi que le bien être en général. Comme Sœur Esther Shebi, de CARUDEP Kuru, au Niger le met en avant « l'accès à l'éducation donne du pouvoir aux gens ». Alouis Gaumba de CCJP au Zimbabwe a ajouté « si les gens étaient plus éduqués, ils seraient plus informés et cela leur permettrait de prendre des décisions politiques, d'avoir une meilleure hygiène et cela permettrait aussi de réduire la mortalité infantile ».

De nombreux partenaires ont insisté sur le fait qu'un des objectifs pour un cadre potentiel devrait envisager l'école universelle. As Sylvester Mallah, du 'Mental Health, Fatima College Campus', au Sierra Leone a déclaré un nouvel accord devait tenter « d'atteindre l'éducation primaire universelle ».

# Une typologie des perspectives du Sud

## A propos des Typologies

Ces typologies tentent d'identifier les perspectives 'types' concernant la question de ce qui doit advenir après les OMD. Entre eux nous espérons couvrir la plupart (si pas toutes) ces vues de ce qui doit advenir après les OMD. Ils représentent des 'types idéaux'<sup>6</sup> – qui sont engrainés dans les observations qui découlent de notre recherche qualitative, mais ils sont simplifiés et exagérés afin d'être plus reconnaissable et facile à comprendre. Ils sont ainsi fictifs mais réaliste. Ces types ne sont pas idéaux dans le sens qu'ils sont excellents ; et non une moyenne. Ils ont été construits autour d'idées qui illustrent la cohérence interne, et la position réaliste que le débat de l'après OMD prendra. Pris dans leurs ensembles nous espérons que les types vont nous aider à avoir un meilleur aperçu des différents points de vues de gens qui travaillent dans le Sud dans le secteur du développement.

*Ces types nous permettent d'avoir un meilleur sentiment des différent points de vue qui sont entendues dans la Société Civile du Sud*

Ce sont des types et non des stéréotypes. Il est plus simple de comprendre et de travailler avec des types si l'on imagine qu'ils sont des gens réels. Ainsi chacun de nos types ont un nom, un sexe, une nationalité et un âge précis ainsi qu'une photo allant avec<sup>7</sup>. Mais ces caractéristiques de ses personnes sont secondaires. Ce qui les définit vraiment est leur essence dans le débat et leurs idées. En effet pas tout les gens qui peuvent se reconnaître en 'Rom' ne sont femmes ; et la plupart des gens comme 'Chuma' ne sont pas dans leurs trentaines. Si il est vrai qu'Améro est d'Amérique du Sud, sa caractéristique la plus importante est son attitude critique vis à vis les structures du pouvoir dans le Nord, et non sa nationalité.

Un des meilleurs moyens d'utiliser ces types n'est pas de parler de 'Sœur Espoir' et de 'Jamal' mais de parler de personnes comme 'Sœur Espoir' ou de personne comme 'Jamal'. Ces types sont représentatifs de groupes, mais dans chaque groupe les opinions sont diverses. On peut reconnaître 'Valeria' dans les gens qu'on a connus, mais le type 'Valeria' n'est pas une personne réelle. Il est aussi important de se rappeler que cette typologie illustre les points de vue différents, plutôt qu'un certain nombre de gens qui remplissent parfaitement tous les critères de ces types.

*Ils ne sont pas censés mettre tout le monde dans le même moule afin qu'on puisse les emboîter. Ils représentent les pièces d'une mosaïque.*

Dans la vraie vie les gens sont imprévisibles, complexes et variés. Cette typologie ne tente pas de mettre tout le monde dans le même moule. Mais ils tentent plutôt de former des pièces clés de la mosaïque sociale. Quand on peut regarder chaque pièce de près, comprendre l'image globale est bien plus facile.

La section prochaine décrit les 'six types' des voix du Sud. Il y a plus de détails sur la façon d'identifier les types dans l'annexe.

<sup>6</sup> This concept was developed by the German sociologist, Max Weber.

<sup>7</sup> The photos are images of real CAFOD partners, who kindly allowed their photographs to be used for CAFOD's work. In real life, the people in the photos might not necessarily agree with the views of the 'type' their image illustrates.



**“Rom”**

**Une approche du bas vers le haut est la meilleure**

Rom est la coordinatrice du programme CFFD, une organisation qui aide les femmes a commencé un petit ‘business’ dans le Cambodge rural. Elle est dans sa trentaine et a travaille dans le développement pour 11 ans.

Les OMD ont été utiles pour ROM, ils lui ont permis d’obtenir une clé de manœuvre pour négocier des appels de fonds– et elle a collecte de l’argent pour son organisation en reliant son activité avec l’objectif 3 concernant l’égalité des gendres. Elle critique, cependant, les OMD d’être une initiative du haut vers le bas, qui étaient plus importantes pour les donateurs que pour n’importe qui d’autres.

A travers sont expérience pratique, Rom a commence a croire que le changement social doit venir d’un niveau local, de la communauté. Elle est passionnée par une approche qui viendrait du bas vers le haut et veut que le planning pour l’après OMD soit inscrit dans les besoins et les priorités des pauvres et ces communautés. C’est pour ces raisons qu’elle veut un planning de l’après OMD qui soit dirige par le Sud. Le cadre devrait aussi être développé de façon inductive en commençant aux niveaux des communautés. Des méthodes de consultation participatives devraient être utilisées pour tenter de faire une différence pour les populations les plus vulnérables, et les buts dans le futur devraient être présenté à une audience plus générale.

Rom croit que les obstacles et les opportunités pour le développement au Cambodge sont très différents des priorités de quelqu’un à l’autre bout du monde, particulièrement en Afrique. Elle veut un cadre de l’après OMD qui reflètent les réalités particulières de son travail, et qui n’est pas limité à des objectifs « une taille pour tous ».

Pour Rom, l’aide est une catalyse critique du développement, qui peut être facilite par l’expansion de petit business , Elle veut un nouveau cadre qui mobilise l’aide internationale mais qui assure que les gens du terrain maximalisent leurs pouvoir de décision concernant la façon de le dépenser.



**“Chuma”**

**Priorité à l’action pas aux mots**

Chuma a 40 ans, et il est le Secrétaire Exécutifs d’une commission de l’évêché au Zimbabwe. Il a travaille dans le secteur du développement pour les sept dernières années.

Chuma n’avait rien à redire des OMD originels, mais il a été très déçu de la façon d’implémenter les plans. « Les OMD étaient une bonne chose en théorie, mais ils n’ont pas eu autant d’impact que prévus ». Selon lui le prochain cadre devrait prendre en compte le coté pratique du développement. Cela veut dire que les problèmes tels que les routes et les infrastructures, les écoles et les hôpitaux devraient être inclus dans les objectifs du développement et des fonds devraient être mis dans ce but.

Chuma a peur que les connections entre la sphère internationale, les gouvernements et les communautés ne réduisent et pensent qu’il faudrait avoir des liens entre chaque niveau de prise de décisions : « Pour que les promesses soient réalisées il faut des liens être tous les différents niveaux du bas vers le haut ». Il pense que si le planning après les OMD est développé grâce a une entente parfaite entre les pays du Sud et les pays du Nord, il y aura une chance de construire un cadre nouveau qui permettrait un développement réel. Chuma pense particulièrement à l’importance de tenir ses promesses concernant le montant d’aide promis en l’an 2000 et d’effacer la dette pour les pays du Sud.

Chuma voit une opportunité au niveau régional pour renforcer leurs relations. Il pense qu’il faut regrouper les pays par régions géographiques dans le but de trouver une solution plus appropriée dans leurs propres contextes et pourrait ainsi aider leurs voisins. « La région est le centre entre le niveau national et international. On doit faciliter ces relations. »



**“Sœur Espoir”**

**La planification pragmatique**

Sœur Espoir travaille comme coordinatrice de sante pour le programme du diocèse du Sud-Est du Niger pour combattre le SIDA. Elle travaille dans le développement depuis 13 ans.

Sœur Espoir pensait que les OMD étaient un moyen important pour que les gens qui travaillent dans le secteur du développement trouvent un point de focus et cela a permis aux problèmes de pauvreté de devenir important, surtout au niveau international. Ils ont créé un point de rallye commun qui a permis de s'assurer que les montants d'aide et la tombée de la dette deviennent une réalité dans son pays. Ses priorités principales sont l'amélioration des conditions de sante, plus spécialement ceux qui combattent le SIDA et les femmes vulnérables ainsi que l'éducation. Elle comprend l'utilisation des conditionnalités poses sur l'aide, du moment ou ce mécanisme est utilisé pour assurer que les gouvernements rendent des comptes.

Les objectifs n'ont pas toujours donne l'impression que quelque chose changeait réellement. « Le développement est complexe et avoir des objectifs du développement simplifient la réalité ». Mais cette image simplifiée a permis à la communauté du développement de se rendre compte des problèmes fondamentaux qui sont communs dans le monde entier. Pour Sœur Espoir, cette reconnaissance de la dignité de la personne est une valeur clé de l'esprit catholique.

Sœur Espoir pense que les critères les plus importants pour le nouveau cadre sont sa substance et son aspect pratique, plutôt que le processus pour développer le cadre. Dans un monde idéal Sœur Espoir voudrait voir les pays en voie de développement être aussi décisif que les pays du Nord dans le planning après 2015 : « on doit regarder la réalité politique et les intérêts en jeu des deux cotés, ils peuvent utiliser leurs pouvoirs dans le Nord et dans el Sud. Du moment ou il y a un cadre qui fait une réelle différence a la fin, tout me va ».



**“Amero”**

**Un cadre international est une perte de temps**

Amero est a la fin de ces années 50 et a travaille dans le développement pour 35 ans. Il est actuellement à la tête de la commission Justice et Paix du diocèse de Rio de Janeiro au Brésil.

Se battant pour la justice sociale et les droits de base depuis plusieurs années, Amero se méfie profondément des accords internationaux. Il pense qu'ils garantissent toujours les pays Riches, et qu'ils sont l'écho du Consensus de Washington.

Amero pense que les OMD ont change les termes utilises pour parler du développement mais qu'ils n'ont eu aucun impact réel. « Tout le monde a juste fait ce qu'ils font toujours, utilise des mots différents pour parler des mêmes problèmes » Il pense que les OMD se sont inscrits dans un vocabulaire de donneur et receveur qui a eu pour conséquence de laisser en retrait les gens pauvres directement affectes. Il a peur de revivre ce cercle vicieux dans l'après 2015.

Ameroa peur que le Nord tachera toujours de dominer le prochain cadre et qu'il sera utilise pour atteindre leurs objectifs de politiques étrangères. Il pense qu'il est temps pour chaque pays de prendre ses propres responsabilités pour leur développement grâce à la production industrielle. Les agences concernes par le développement devraient concentrer leurs efforts sur les secteur avantagent les pauvres, la production agricole et les règles injustes de commerce, plutôt que de donner de l'aide.

Il ne pense pas qu'il vaille le coup de s'entendre sur un cadre international nouveau pour le développement. En effet il serait forcément manipule par les élites comme les OMD originels.



**“Jamal”**

**Capitaliser les gains des OMD**

En fin de quarantaine Jamal est le représentant au Pakistan d'une branche d'une agence chrétienne de développement. Cela fait quatorze ans qu'il travaille dans le secteur du développement.

Jamal pense que les OMD n'ont pas eu une grande importance ou un impact au Pakistan la politique étrangère et les intérêts de sécurité ont dominé ici (l'influence de la guerre contre la terreur qui a commencé après que les OMD ont été signés). Mais il pense que les OMD ont été utiles dans d'autres contextes du développement, spécialement pour plaider, les collectes de fonds et le benchmarking. Ses priorités personnelles dans le développement sont la santé et l'éducation. Il pense que ces deux problèmes sont le noyau clé de la pauvreté et de la faim.

Jamal met en avant l'idée que le cadre après 2015 capitalise sur les gains du processus originel des OMD. Il pense que si l'on considère les immenses efforts qui ont été faits pour orienter les agences de développement vers les OMD et s'assurer qu'ils soient connus dans le monde du développement. Ce serait un gâchis d'effacer complètement les OMD et de recommencer à zéro.

Mais, après les inondations dévastatrices au Pakistan, Jamal pense que le cadre après 2015 doit prendre en compte les problèmes liés au changement climatique. D'un point de vue général il favorise une vision révisée des objectifs après 2015, certains seraient annulés, d'autres étendus et d'autres réduits. Jamal est conscient du danger de diluer le cadre en l'étendant à des problèmes plus généraux, mais il pense tout de même qu'il faut qu'il soit mis à jour au temps qui change.

Jamal veut que le Nord et que le Sud soit à la tête du planning après 2015.



**“Valeria”**

**L'avocate des droits de base**

Valeria est directeur exécutif d'une organisation Chrétienne qui se bat pour la protection des droits des indigènes en Colombie. Elle a quarante ans et a travaillé dans le secteur du développement pour 16 ans.

Grâce à son travail avec les communautés indigènes Valeria a pris conscience des différences culturelles et de la diversité des gens autour du monde. Mais, elle croit aussi que nous sommes tous égaux et partageons des droits fondamentaux en tant qu'humain. Pour elle le cadre global est une opportunité pour assurer ses droits et forcer le gouvernement à les assurer. C'est le gouvernement national qui pour elle, est responsable de protéger les pauvres et les communautés vulnérables.

Valeria a été très frustrée de par les OMD en effet elle pense qu'ils ont été définis en fonction des besoins plutôt que des droits. C'était particulièrement le cas pour la défense des droits des indigènes, en effet cela voulait dire la protection du terrain et des ressources naturelles étaient toujours au gré des politiques. Valeria pense que les OMD ne l'ont pas aidés dans son travail. « C'était mieux que rien » déclare-t-elle « mais il y aurait pu avoir bien plus ».

Les problèmes prioritaires pour Valeria sont la conservation de l'environnement ; le développement durable et les droits de l'homme, spécialement les droits des minorités et des indigènes. Elle voit 2015 comme une chance pour mettre en place un nouveau cadre basé sur les droits de l'homme, ce qui permettrait une vision plus fondamentale pour un monde meilleur. Elle veut que le Nord et le Sud viennent ensemble pour créer ce cadre nouveau, ainsi tous les pays investiront dans ce cadre et devront le faire devenir une réalité.

# Un nouveau cadre ; Un nouveau contexte

Jusqu'à maintenant cette étude a décrit les vues de nos 104 participants représentant des organisations de la société civile du Sud dans 26 pays en voie de développement à travers le monde. Leurs opinions nous ont offerts des points de vue incontestablement riches sur les perspectives des pays du Sud dans le débat pour l'après 2015. Cependant ces vues n'ont pas émergées de nul part. Elles ont été construites par le contexte global du développement qui a complètement changé depuis les années 1990 quand on s'est mis d'accord sur les OMD.

Alors que les problèmes principaux des OMD, nutrition, santé et éducation restent très critique pour le développement, la nature de ces problèmes et le contexte qui doit être compris pour tenter de les résoudre a changé. Les discussions post 2015 vont être marquées par de 'nouveaux' facteurs. Ici nous en discuterons trois : le contexte de l'après crise; le changement pour regarder la politique globale concernant la pauvreté ; et la fermentation des indicateurs des carottes institutionnelles.

## 1. Le développement dans l'après crise

La situation politique et économique va rendre la course jusqu'à 2015 très différentes de celles jusqu'à l'an 2000. Une des différences les plus importantes est que les OMD originels ont émergé dans un climat relativement stable/fiscalement soutenue, alors que n'importe quel cadre devra prendre en compte le contexte de l'après crise caractérisé par des crises multiples et périodiques et un monde contraint fiscalement. Les politiques du développement ont aussi subi un changement important depuis que les OMD ont été signés en l'an 2000. Les relations internationales et l'équilibre des pouvoirs ont été bouleversés ; il y a des instruments de finance nouveaux (financement liés au changement climatique, des nouvelles taxes et des transferts du secteur privé) ; il y a par ailleurs une compétition nouvelle pour les ressources naturelles.

*Alors que les OMD ont émergé durant une période stable et fiscalement profitable, le nouveau cadre devra prendre en compte la crise économique a remis en question les certitudes du passé; le changement climatique occupe une place importante; et quand les changements dans la politique de gouvernance mondial ont diffusés les pouvoirs géopolitiques.*

D'une certaine façon la crise économique marque le début d'un monde différents ou d'un monde normal dans le contexte de l'après crise. Les conclusions du rapport du Conseil national de l'intelligence américaine (2008: xii), s'inspirant d'une consultation académique, invitent à réfléchir «les tendances indiquent des discontinuités, des chocs et des surprises».

Nassim Nicholas Taleb (2007) a rendu populaire la thèse des « Black Swans » ; des événements imprévus, imprévisibles et ayant de graves conséquences, pouvant caractériser la crise économique

elle-même. Taleb a voulu montrer que nous avons sous-estimé les conséquences possibles de ces événements imprévisibles. Cependant, on ne devrait pas essayer de prévoir Black Swans mais « investir dans la préparation et non dans la prévision » (ibid.:208). En conclusion on peut essayer d'identifier un certain nombre de variables qui vont avoir un effet disproportionné sur le futur du développement et le futur commun.

En même temps, il y a eu des changements importants dans le contexte géopolitique du développement en général :

- La gouvernance globale : On est passé d'un G8 au G20 qui sous-entend que les grands pays en voie de développement ont plus de pouvoir (si ce n'est pour les pays à faible revenu en Afrique). Cependant, les changements du FMI et de la Banque Mondiale, plus particulièrement la façon dont leurs leaders sont sélectionnés vont être encore plus cruciaux pour qu'il y ait des changements efficaces concernant la gouvernance globale.
- Des nouvelles politiques économiques et sociales : Il y a de grande chance que les pays en voie de développement puissent explorer les nouveaux modèles du développement, par exemple l'approche de la Chine lors du « consensus de Pékin ». L'ampleur des crises alimentaires et financières a prouvé qu'il fallait des systèmes de protection sociale plus importants. Mais l'étendue de la crise financière et alimentaire promeut le cas pour un meilleur système de protection sociale, mais permettre au gouvernement et à la société civile de s'affirmer dans la scène politique reste toujours un défi concernant le budget dans le long terme.

Un autre changement est l'incertitude économique qui est une conséquence directe de la crise économique. Personne ne peut déclarer précisément quand la croissance va reprendre dans les pays les plus pauvres et si les gens les plus pauvres vont toucher des fonds à temps pour empêcher une érosion des ressources et un dommage permanent du niveau de vie des personnes concernées. Concernant la reprise économique et les problèmes fiscaux, il faut s'attendre à différents taux de vitesse de reprise, l'impact fiscal sur les dépenses publiques ainsi que les dépenses sociales et le service de la dette, dépendent du contexte de chaque pays. La croissance globale est jugée clairement par les prévisions économiques du FMI qui estiment que la reprise va être en forme de V dans les pays en voie de développement et les économies émergentes d'Afrique. Martin Wolf qui travaille pour le Financial Times et Moses

Naim pour le ministère des affaires étrangères affirme que la reprise prendra la forme du LUV (La reprise en Europe en forme de L ; aux Etats Unis en forme de U, et en forme de V pour les économies émergentes). Cela veut dire qu'il y a une contrainte fiscale sur les pays du Nord endettés, contrairement au dynamisme des économies émergentes. Beaucoup dépend sur la question de quand le stimulus monétaire et économique va disparaître. En quelques mots, une reprise soutenue n'est pas garantie.

L'incertitude économique des pays donneurs a aussi pour conséquence l'arrêt du support du public pour le budget consacré à l'aide. Il s'agit d'une préoccupation immédiate pour les faiseurs de politiques durant les prochaines années, et rend critique les décisions concernant les politiques sociales économiques et environnementales. Si l'on se penche encore plus dans le futur il y aura d'autres enjeux qui vont changer, au delà de la crise économique ou les problèmes de manque de nourriture et de carburant (plus précisément le changement climatique et les changements démographique, l'urbanisation) et qui auront des effets très importants jusqu'en 2015 et après.

On peut aussi remarquer le changement de nature de l'aide avec une montée en flèche de donneurs de pays tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et le Russie ; et les débats sur le financement climatique qui peut réduire les échanges d'aide traditionnelles. Ces nouveaux donneurs ont une approche complètement différente concernant la distribution de l'aide comparé aux pays de l'OCDE, et le consensus autour des termes tels que la 'réduction de la pauvreté' a commencé à être remis en question. Le financement innovant commence déjà à changer de nature et la structure de l'aide et les débats dans l'ère post bureaucratique sont maintenant dans les « radars des donneurs ». La situation nous rappelle que l'environnement politique et économique sera incertain durant les dix prochaines années, il y a un risque que ces temps soient ceux d'une longue crise (Evans et al. 2010).

## 2. Déplacement dans la répartition de la pauvreté dans le monde

La démographie de la pauvreté globale va être différente dans la course jusqu'à 2015 quand on compare avec l'an 2000. Il y a eu des changements géographiques concernant la répartition des gens pauvres, ce qui aura un impact énorme sur le planning des stratégies de développement.

La dernière estimation de la Banque Mondiale de la pauvreté globale sur la ligne de pauvreté internationale est celle de Chen et Ravallion (2008). Ils ont mis à jour la ligne de pauvreté internationale de 1990 (dont la base était la moyenne d'un certain nombre de pays en voie de développement) en prenant en compte US\$1.25 comme nouvelle ligne de pauvreté internationale. Les données ont été utilisées pour estimer des tendances et des changements dans la distribution régionale de la pauvreté entre 1990 et 2005. Ils ont estimé qu'en 2005, 1.38 billion de personnes vivaient en dessous de la ligne de pauvreté d'1.25\$ par jour. Ce nombre a été réduit par 400 million entre 1990 et 2005, et s'élevait à 1.81 billion en 1990.

*La plupart des pauvres de la planète (environ un milliard de personnes) ne vivent plus dans les pays à faible revenu (PFR). 72% des pauvres vivent actuellement dans pays à revenu intermédiaire (PRI) ; alors que les pays à faibles revenus ne comprennent que 28% et les PFR fragiles 12%*

Il y a eu un déplacement dans la répartition de la pauvreté globale, de la Chine à l'Inde au Sub Sahara Africain. En 1990, 40% des pauvres du monde vivaient en Chine, un tiers des pauvres vivaient en Inde, et un tiers dans le Sub-Sahara Africain.

Si l'on prend en compte les millions qui sont pauvres (et non en pourcentage de pauvreté) la pauvreté a baissé radicalement en Chine mais a augmenté en nombre absolue en Inde et dans l'Afrique Sub Saharienne.

En regardant de l'avant, si l'on prend en compte les 1,25\$ par jour, l'objectif des OMD qui est de réduire la pauvreté de moitié implique que 0.9 billions de personnes seraient considérées comme pauvre en 2005 même si l'OMD 1 était atteint.[1] Si la reprise de la récession économique est rapide on peut estimer le nombre de pauvres à 918 millions en 2015, 40% d'entre eux vivraient dans l'Afrique Sub Saharienne. Si la reprise est limitée ou inexistante, il y aura 1.132 billion de pauvres en 2015, et 421 millions d'entre eux vivront dans l'Afrique Sub Saharienne (World Bank, 2010: 115).

La classification pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire a aussi changé la répartition de la pauvreté dans le monde. En effet la plupart des pauvres vivent dans les pays à revenu intermédiaire. Durant les dix dernières années le nombre de pays à faible revenu est passé de 60 dans les années 90 à 38. Ces données récentes viennent d'être publiées par le FY2011 (Voir tableau 1).

**Tableau 1: Nombre de pays dans chaque catégorie de la Banque Mondiale**

Annee	FY90	FY95	FY00	FY05	FY10	FY11
Base de données	1988	1993	1998	2003	2008	2009
Low income	48	58	61	60	43	39
Lower middle income	51	66	56	55	55	60
Upper middle income	26	37	36	37	46	50
High income	41	40	50	55	67	71

Durant les années 2000 la plupart de pays à revenu faible sont devenues des pays à revenu intermédiaire. Ce changement a eu des conséquences directes sur la répartition de la pauvreté dans le monde. Des 27 pays qui sont devenus des pays à revenu intermédiaire, la plupart étaient des pays très peuplés comme l'Inde, le Niger et le Pakistan (La Chine étant déjà passé comme pays à revenu intermédiaire en 1999). Deux pays étaient entre les deux classifications, la Côte d'Ivoire et le Pakistan. Ce dernier a eu un impact important sur la répartition de la pauvreté globale et est techniquement en dessous de la barre des pays à revenu faibles et intermédiaires par 20\$ américain par jour.

La plupart des pauvres dans le monde, environ 1 billion; ne vivent plus dans les pays à faibles revenus. Seulement 250 à 300 millions de pauvres travaillent dans des pays à revenus faibles (voir tableau 2). Les données de la Banque Mondiale indiquent que 72% des gens vivants dans la pauvreté vivent dans des pays à revenu intermédiaires, et 61% de ces derniers ont des revenus stables. 28% des personnes vivants sous le seuil de la pauvreté font partie des pays à revenu faibles, 12% seulement vivent dans des pays fragilisés par les guerres. Nous estimons que 23% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté vivent dans des pays à revenu intermédiaire et faible qui sont fragiles. Si l'Afghanistan, l'Iraq et le Soudan avaient une population de 101 millions en 2007, et que l'on faisait le compte en considérant 1.25\$ comme la limite du seuil de pauvreté en prenant 50% (la moyenne des états fragiles) cela ajouterait 50 millions de personnes pauvres. Mais cela n'aurait pas de graves conséquences quand à la répartition global, seulement une augmentation de 3% de gens vivants sous le seuil de pauvreté.

Par contre dans les années 1990 on estime que 93% des personnes vivants sous le seuil de pauvreté vivent dans des pays à revenus faibles et seulement 7% dans des pays à revenus intermédiaires. Cela est seulement une estimation, en effet les données sont rares pour cette période. (Voir tableau 2)

**Tableau 2: Estimations de la distribution globale des pauvre (1.25 dollars) (%), 1990 comparée a 2007-2008 <sup>8</sup>**

	1990	2007-8
Middle-income country (MIC)	7	72
MIC FCAS	1	11
MIC NON-FCAS	6	61
Low-income country (LIC)	93	28
LIC FCAS	13	12
LIC NON-FCAS	80	16
Fragile and conflict-affected states (FCAS, 43 countries)	14	23
Sub-Sahara Africa	13	27
Total	100	100

Source: Calculated by A. Sumner from World Development Indicators.

Ces estimations si précises doivent évidemment être prise avec des pincettes<sup>9</sup>. Mais elles impliquent tout de même que l'on se pose d'importantes questions quant à la répartition de l'aide, et les buts que l'on essaye d'atteindre. Si les

<sup>8</sup> Les données pour la pauvreté - pour les années les plus récentes - ou les années les plus proches de 2007 - le statut de PRI est basée sur les classifications de la Banque Mondiale pour l'exercice 2010 qui sont basées sur les données de 2008; les États fragiles et touchés par les conflits est basé sur la liste de l'OCDE (2010) 43 compilation pays de la Banque mondiale liste par le CPIA de 2008; l'indice de faiblesse dans le développement mondial 2008, et les indicateurs de l'Université Carleton -pays pour la politique étrangère 2008 index. 1990, les estimations doivent être traitées avec prudence.

<sup>9</sup> Premièrement, bien que nous ayons utilisé l'année 2007-8 ou l'année la plus proche, beaucoup de données ne sont pas pour 2007-8 et donc pas à proprement parler comparables. Deuxièmement, ce ne sont pas une estimation exacte car il ya des données manquantes pour certains pays. Troisièmement, les données de population et PPP sont toujours ouvertes à la question de la précision. Quatrièmement, les taux de pauvreté ont changé depuis 2007-8, notamment en raison de la crise économique mondiale et donc la répartition mondiale des pauvres peuvent aussi avoir changé.

moins riches vivent dans les pays à revenu intermédiaire, peut être que les instruments alternatifs tel que, le commerce les taxes, la coopération multilatérale et la politique climatique, sont devenus plus importants pour le développement que l'aide traditionnelle.

### 3. Une réflexion nouvelle sur les indicateurs et les motivations institutionnelles.

Il y a eu un nombre varié d'initiatives cherchant à redéfinir la pauvreté et les indicateurs du développement. La plus importante a été la commission Sarkozy, qui était dirigée par Amartya Sen, Joseph Stiglitz et Jean-Paul Fitoussi. Cette commission a ainsi conclu qu'il devait y avoir un changement pour mesurer la pauvreté, ne plus seulement mesurer la production économique mais mesurer le bien être des personnes concernées (2009: 10). La commission Sarkozy pense que ce rapport doit ouvrir le débat plutôt que de donner des réponses fixes. Ce rapport conclut aussi :

- **Un développement humain mis à jour et plus complet** – La majorité des revues des 20 années du développement humain et les indices du développement humain publiés par le HDRO et le OPHI ont décrit les données manquantes du développement humain. Ces points sont importants pour les pauvres mais le manque de donnée concernant le taux de chômage, pouvoir d'achat et sécurité physique, la possibilité d'évoluer sans avoir honte et du bien être subjectif, a permis de développer un indice de pauvreté multi-dimensionnel.
- **'Bien être en 3D' et les indicateurs personnels des gens pauvres.** Le réseau WeD (Bien être dans les pays en voie de développement) a permis une approche qui se concentre sur le bien être et le développement humain. Ce réseau cherche à joindre ensemble le bien être matériel, relationnel et subjectif dans leurs mesures.
- **Un indicateur dans le monde entier** – L'OCDE s'est réuni pour le projet : Mesurer le progrès des sociétés, afin de discuter des définitions du « progrès » tel que le bien être durable et les problèmes entre générations (la pauvreté, les inégalités). Cela permettrait d'aller plus loin pour l'objectif 8 et permettrait d'avoir l'adaptation au changement climatique comme point primordial pour construire une résistance pour des niveaux variés.

Il y a aussi un certain nombre d'initiatives qui cherchent à repenser motivations institutionnelles au delà des résultats purs qu'on obtient d'une étude de management. Par exemple:

- **Une distribution de l'aide basée sur les résultats** (argent à l'arrivée) – Ces approches ont commencé avec le centre du développement global (Baster, Barder, et al.) ou le financement dépend de la délivrance de résultats clés (par exemple les enfants qui finissent l'éducation primaire), plutôt que d'être donnée à l'avance.
- **Des approches post bureaucratiques (une architecture de choix)** – Elle a été mise en place par des économistes qui faisaient des recherches sur les faiseurs de décisions (Ariely, 2008; Thaler and Sunstein, 2008). Cette approche est basée sur l'idée que les êtres humains sont très influencés par le contexte où ils évoluent et leur vie sera conduite en réponse à cette architecture ou leur architecture de choix. Les politiques publiques doivent ainsi être désignées pour donner des « coups de pouce » aux habitants (ibid., p. 5).
- **Des déclencheurs de solidarité mutuelle** – des déclencheurs liés aux solidarités mutuelles. L'idée que certains niveaux de pauvreté et de privation déclenchent des actions internationales coordonnées. Cela se rapproche des approches humanitaires.

# Les compromis pour la planification de l'après OMD

Malgré les sentiments partagés de nos participants concernant les OMD originels, il y avait un point de vue partagé : il doit y avoir un certain type de cadre qui est décidé au niveau international quand les OMD expirent en 2015.

La question concernant la formation de ce cadre n'est pas très claire et nous n'avons pas essayé de répondre à toutes les questions durant cette recherche. Notre but était de décrire les opinions, les priorités et les problèmes du point de vue des membres de la société civile du Sud mais il est évident, que leurs vues ne sont pas les seuls facteurs à prendre en compte.

Ceux qui cherchent à construire le nouveau cadre vont devoir trouver un équilibre entre les différents facteurs et acteurs pour trouver une solution qui peut satisfaire le plus grand nombre. Nous avons comparé notre analyse au contexte général dans la section précédente, et dans cette partie de la recherche nous cherchons à démontrer les compromis que le nouveau cadre doit chercher à atteindre, afin de trouver un équilibre (voir aussi Jahan, 2010; Manning, 2010; Vandemoortele, 2010).

## 1. Les compromis dans le processus

Il y aura des compromis concernant le cadre en lui-même. Mais il y aura aussi des compromis à trouver pour la planification du cadre.

### Inclusion ou momentum

Notre recherche indique une poussée pour un processus inclusif et participatif qui nous permettra de décider de ce qui arrivera après les OMD. Nos répondants sont pour un processus où le Nord et le Sud collaboraient, ou ils travaillent ensemble pour définir le nouveau cadre global. Malgré tout une question persiste : Comment la communauté internationale peut-elle arriver à réaliser pratiquement cet idéal ? Est-ce qu'une collaboration Nord-Sud peut parvenir à rassembler le momentum politique pour diriger ces accords ?

Les compromis sont ici divisés entre une vue qui défend un cadre plus inclusif réunissant les acteurs qui dirigent ce processus (qui seraient plus légitime) contre ceux qui veulent un nombre réduit d'acteurs importants qui ont plus de chance de tomber en accord pour décider ce qui vient après. La tâche d'avoir un processus global et inclusif (comptant les pauvres) peut être très difficile. Mais, si les intérêts et les opinions des acteurs 'importants' sont plus écoutés, la planification de l'après OMD va être accusée d'être élitiste et de dominer par les pays du Nord, ce qui était déjà le cas pour les OMD originels.

### Prendre son temps ou sauter sur l'occasion

Il est ambitieux de construire un nouveau cadre global à travers un nouveau processus international qui permettrait de négocier un accord international à temps pour remplacer les OMD en 2015. Il se peut qu'il faille prendre plus de temps pour réfléchir à un nouveau cadre avant de négocier de nouveaux accords. Cela permettrait d'avoir plus de recul quand aux OMD originels et des déceptions liées aux OMD.

Mais, si il y a un délai entre les OMD et le début du nouveau cadre, il sera probablement plus difficile de faire décoller le projet. Pour le meilleur ou pour le pire, les OMD sont devenus un point très important du développement international et les structures autour des OMD permettent de se mettre d'accord facilement. Commencer le débat du début, dans le futur, demande une volonté et des ressources politiques très importantes. Ces dernières vont peut-être jamais se matérialiser, et il se peut qu'il n'y ait plus de cadre pour le développement.

### Réflexivité contre ceux qui veulent aller de l'avant

Une caractéristique intéressante de notre recherche est que de temps en temps les participants ont donné des avis très différents quand on les interviewait en comparaison à ceux qui ont remplis le questionnaire ou qui ont participé à l'atelier de travail au Kenya. Ce n'est pas très étonnant étant donné que les répondants répondaient à nos questions spontanément et ont pu changer d'opinions à mesure qu'ils réfléchissaient à la question. Cela nous a permis de nous rendre compte que la planification du nouveau cadre ne peut pas être linéaire. Les personnes vont changer d'avis quand ils vont commencer à réfléchir aux problèmes et en répondants à ce que les autres vont défendre.

#### Cadre 4: Les possibilités pour l'organisation de la planification dans l'après 2015

1. *Travailler avec le système de l'ONU*
2. *Commencer avec une approche concentrée sur le terrain comme une étude des 'voix du pauvre'*
3. *Travailler avec les structures du G20 ou G77*
4. *Commencer avec des ateliers de travail, des conférences et événements.*
5. *Laissez les 'milles fleurs fleurir' et suivre le chaos*

Pour ceux qui vont négocier le nouveau cadre, il y aura des compromis nécessaires entre ceux qui vont réfléchir et s'assurer que le processus avance. Mais un facteur complique tout : le processus va se faire petit à petit, et chaque modification va engendrer de nouvelles questions.

## 2. Les compromis dans le cadre lui-même

### Concis ou complet

Un nouveau cadre va devoir faire face aux problèmes inévitables, comment le rendre pertinent, tout en le rendant efficace, mémorable et cohérent. Les OMD ont été beaucoup critiqués car ils ont négligé un certain nombre de problèmes, comme les handicaps ou les droits de l'homme et une myriade d'activistes vont se battre pour que ce qu'ils considèrent comme problèmes fondamentaux soient inclus dans le nouveau cadre. Ils ont aussi été beaucoup critiqués parce qu'ils étaient trop longs. Certains ont suggéré que les OMD ne devraient avoir que trois ou quatre objectifs. Les participants à notre recherche ont été très concernés par ces deux problèmes : Ils voulaient un cadre qui incluait différents problèmes (89%) mais qui soit aussi concis (75%).

Il y aura ainsi des compromis qui doivent supporter deux points de vue : les intérêts divers dans le secteur du développement soit inclus ; ils doivent aussi s'assurer que le nouveau cadre ne devienne pas une 'liste de course'. Une solution pour ce problème est de recatégoriser chaque problème dans un groupe plus large, une série de problèmes ne correspondrait pas à une seule catégorie. Évidemment cela risque de rendre les catégories moins significatives et permettrait aux êtres humains d'interpréter le cadre comme il le désire.

### Spécifiques par pays ou international

Une des peurs les plus importantes de nos participants était de s'assurer que le cadre prenne en compte le contexte des pays (94%). Cela vient du fait que les priorités du développement varient selon les différents endroits, et que les interventions seraient plus efficaces si l'on prenait en compte la diversité. Évidemment, il y a des priorités qui se chevauchent et qui sont communes pour tous les pauvres du monde, et les pays en voie de développement ont beaucoup en commun. Exprimer ces problèmes de manière internationale permet de souligner ces problèmes communs et de créer un point de ralliement pour défendre ces points à travers les frontières.

#### **Cadre 5: Façon d'adapter le cadre aux contextes des pays**

1. Adopter des cadres différents selon les contextes nationaux et régionaux.
2. Adopter un cadre qui suit le système des 'poupées russes', un cadre que l'on peut adapter au système local, national et régional.
3. Profiter des nouveaux systèmes de technologies et avoir un système basé sur la propriété et la surveillance: Oxfam COOT.

Un nouveau cadre va devoir trouver un moyen de prendre en compte les contextes particuliers du développement qui diffèrent dans le monde, sans risquer de réduire l'importance d'un cadre qui connecterait le développement entre toutes les nations. La façon d'arriver à cet équilibre entre une approche spécifique ou internationale dépend de la provenance de la pensée. Si l'on pense que les moteurs premiers du développement sont au niveau nationale ou locale, alors il faut peut-être un cadre qui comprenne le niveau national. Si l'on pense que les moteurs premiers sont les donneurs internationaux et les politiques de commerce et la géopolitique il faut peut-être mieux avoir un cadre international.

### Résoudre les problèmes ou assurer un consensus

La critique la plus commune concernant les OMD met en avant l'idée que les OMD originels n'adressent pas les causes structurelles de la pauvreté. La critique la plus importante des OMD porte sur le fait que les OMD originels ne porte pas sur les causes structurelles de la pauvreté – environ la moitié de nos participants à notre recherche a mis ce point en avant. Cependant les vues étaient très partagées quant à la définition de ces causes structurelles – et il serait très difficile de trouver un accord global qui permettrait d'identifier ces causes structurelles.

Ainsi, ceux qui sont de l'avis qu'il faut s'entendre sur un cadre, devrait éviter ces problèmes en limitant sa portée à une description d'un monde amélioré qu'ils désireraient voir – les objectifs que l'on souhaite atteindre et les indicateurs qui nous permettraient de les atteindre, un cadre qui ressemblerait ainsi aux OMD actuels. Cette approche évite la question du 'comment' du changement, et cela revient aux autres critiques identifiés par certains de nos participants – les OMD ne veulent rien dire si l'implémentation sur le terrain n'est pas prise en compte. Il est fort possible que les OMD originels évitaient les questions d'implémentation, leurs buts étant de constituer un ensemble de questions à propos du développement, au lieu de trouver des réponses à ces questions. Mais on peut aussi soutenir que la façon de poser ces questions a aussi influencé la possibilité d'y répondre.

**Cadre 6: “Se concentrer sur les objectifs”**

*Ian Vale, qui travaille pour le Network pour l'Eradication de la Pauvreté au Kenya, a suggéré le fait que le seul moyen de résoudre les problèmes: se concentrer sur le 'niveau des objectifs' plutôt que sur les 'buts' en eux mêmes. "Les objectifs donnent une vision réelle comparée aux buts".*

On doit s'assurer que le nouveau cadre formule les problèmes associés au développement pour garantir que les solutions qui se présentent aux acteurs du développement aillent au delà de l'aide. Ces solutions doivent inclure des mécanismes tels que les politiques de commerce, la dette, l'environnement et les affaires étrangères. En même temps il faut éviter de créer un tourbillon politique qui pourrait être causé si l'on tente d'isoler les causes de la pauvreté.

**'Ambition contre réalisme'**

Un compromis entre une approche 'réaliste' ou 'ambitieuse' doit être trouvé dans cet exercice de planification. Ces compromis seront définitivement nécessaires dans la définition du cadre de l'après 2015. Cela est dû à la nature de la réalité qu'il faut prendre en compte : incertaine et fluctuante. Alors que les OMD originels étaient formulés à une époque qui était relativement stable, le nouveau cadre devra trouver son chemin dans un monde qui est de plus en plus imprévisible. La crise économique a ébranlé la confiance en la théorie économique, et les menaces du changement climatiques. Si les prédictions qui ont été faites au niveau du changement climatiques se révèlent être vrai et que l'on ne peut rien y changer par manque de ressource, on risque de passer les dix prochaines années au point mort.

En prenant en compte la situation actuelle, que peut-on attendre d'un nouveau cadre ? Si ce nouveau cadre met en avant de nombreux buts, il pourrait vite devenir trop 'ambitieux'. Se concentrer sur certains indicateurs du développement et éviter les scénarios les plus extrêmes permettraient d'éviter un désastre climatique. Certains pensent qu'une projection aussi sombre est terne. Il peut être aussi raisonnable de définir des objectifs plus optimistes et de rallier ainsi les différentes attentes du développement dans les prochaines décennies. Après tout, si il n'y a pas de vision du progrès, il semble presque impossible que l'on puisse progresser.

Un dilemme qui est lié à ces questions est la question suivante : le cadre sera-t-il conçu à long terme ou à court terme. Un cadre à court terme comme celui des OMD originels qui s'étale sur une période de 15 ou 25 ans (la plupart des OMD sont basés sur le scénario type des années 1990), a l'avantage d'être plus facilement adaptable à l'horizon politique – et est ainsi plus facilement acceptable pour les leaders du monde entier. Un cadre à plus long terme serait plus difficile à réaliser et la proposition d'un cadre centenaire d'un de nos participants (cadre), serait plus difficile encore.

**Cadre 7: Une option dans le long terme – “Les Objectifs du Développement du Centenaire”**

*Tibor van Staveren, de Progressio en Timor Este, a suggéré qu'après les OMD on devrait établir 'des objectifs du développement dans le centenaire' à atteindre en 2100, avec des indicateurs toutes les décennies le long du chemin. Cela sera une réflexion sur le long terme quand à l'engagement pour le développement et permettra aux leaders de ne plus s'en tenir à l'image relative des OMD- qui compare la situation présente avec la situation du passé. « Les gens ont oublié que les Objectifs du Millénaire du développement ne sont pas un point final - ils ne sont qu'un indicateur sur le chemin, il nous faut plus d'indicateurs et nous devons établir des liens entre ces marqueurs » . Timor propose des objectifs du centenaire basés sur des données exprimées en chiffre absolu, par exemple, « la malnutrition chronique n'est observé que pour des cas exceptionnels, pas plus d'un % de la population à chaque fois. » Les marqueurs des décennies marqueraient des intervalles tout au long du voyage et utiliseraient des indicateurs (comparables aux années précédentes) afin qu'ils soient plus acceptables par les leaders politiques du monde entier.*



## Conclusion et Recommandations

Pour toutes ces voix diverses que l'on a entendues pendant ce rapport, il y a un message sans équivoque:

- ***En urgence, la communauté internationale doit lancer un processus global de délibération afin de construire un nouveau cadre global de développement après 2015.***

Notre recherche indique, qu'il y a une demande très importante de la société civile du Sud en faveur d'un cadre après 2015. Compte tenu de la difficulté de négocier un tel cadre international, il n'y a pas de temps à perdre.

---

On peut aussi mettre en avant les conclusions et recommandations suivantes :

1. Les évidences qualitatives indiquent que l'opinion dominante des voix du Sud est ce dernier : le nouveau cadre international devra être développé par le Sud mais aussi par le Nord. Il y a eu un appel fort pour un processus inclusif et participatif.
  - ***Les faiseurs de politiques, les politiciens et les leaders du Nord et du Sud devraient travailler ensemble en partenariat afin de créer ce cadre.***
2. Alors qu'il y a certain point de consensus (comme par exemple le fait qu'il faille une sorte de cadre dans l'après 2015), les acteurs du Sud n'ont pas réussi à tomber d'accord sur la question de la forme du nouveau cadre.
  - ***Tous ceux qui sont impliqués dans les questions du développement devraient se préparer pour un débat passionné et exigeant, où il est difficile de réconcilier les points de vue opposés.***
3. Résoudre ce débat va demander des compromis. Ceux qui s'entendent doivent répondre aux préoccupations fondamentales de ceux du Sud – particulièrement concernant la spécificité du contexte du développement ; ainsi que les politiques exigeantes.
  - ***Les penseurs du développement, les académiques, les praticiens doivent trouver les compromis nécessaires pour un nouveau cadre en tenant compte des contextes spécifiques à chaque pays ; sans galvaniser le développement international.***
4. Notre recherche indique un changement dans les priorités du Sud. Les préoccupations durables liées à la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation ainsi que l'environnement et le changement climatique ont été mis en avant comme les points fondamentaux du nouveau cadre.
  - ***Le nouveau cadre doit traiter tant les problèmes soulignés par les OMD que les problèmes négligés par les OMD comme l'environnement et le changement climatique.***



# Annexe

## Remerciements

Ce rapport a été écrit et recherché par le Dr. Amy Pollard, CAFOD et le Dr. Andy Summer, IDS avec l'aide de Monica Polato-Lopes et Agnès de Mauroy, CAFOD.

Nous remercions chaleureusement :

### **Ceux qui ont remplis les questionnaires utilisés pour notre recherche et qui ont accepté d'être interviewé:**

Abba Teum Berhe Dane, Adigrat Diocesan Catholic Secretariat  
Abbé Eustache Roger Tsovore, Caritas-Développement du Diocèse de Bunia, DR Congo  
Abbé Justin Nzunzi, Diocesan Commission for Peace and Justice in Bukavu, DR Congo  
Alemayehu Mechessa, Oromo Self Reliance Association (OSRA)  
Alouis Chaumba, Catholic Commission for Justice and Peace (CCJP), Zimbabwe  
Anila J Gill, Caritas Pakistan  
Asif Kaleem, Society for Disabled Women  
Astrid Mendocilla Alvarez, Institute of Education and Health, Peru  
Ateeq Rehman, Islamic Relief Worldwide  
Bernard Lestienne, Grito dos Excluídos  
Cornelius Munetsi Hamadziripi, Caritas Zimbabwe  
Daniel Castillo, Diopim Committee on Mining Issues  
Donato Ochan Hakim, Southern Sudan Older People's Organization (SSOPO)  
Dr John S Materu, Diocese of Moshi, Rainbow Centre  
Duncan Andrew, Thandanani Children's Foundation  
Elizabeth H Monteza, Social Action Centre of Pagadian Diocese  
Emma Lazcano Davalos, Centro de Comunicación y Desarrollo Andino (CENDA), Bolivia  
Emma Leslie, Centre for Peace and Conflict Studies  
Eshetu Bekele Yimenu, Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)  
Etelvino Emílio Carlos, Caritas Diocesana de Lichinga, Mozambique  
Ferdousur Rahman, Prodiplan  
Feyera Abdi, SOS Sahel Ethiopia  
Fr Francis Nass, Catholic Diocese of Yola  
Fr Simeon A Omale, Catholic Diocese of Idah, Kogi State, Nigeria  
Francis Atul Sarker, Caritas Bangladesh  
Francis Kyaw Zin Oo, Association of Volunteer Service International (AVSI)  
George Boran, Centro de Capacitação da Juventude (CCJ)  
Gilbert Nyarumbe, Catholic Development Commission (CADEC)/Caritas Chinhoyi  
Hna María Teodora López García, Instituto Histórico Centroamericano (IHCA)  
Horácio Fernando Simbine, Comissão Episcopal de Saúde, Mozambique  
Ian Vale, Poverty Eradication Network,  
Janneth Lozano B, La Corporación de Apoyo a Comunidades Populares (CODACOP)  
Jatani Sora Liban, Gayo Pastoral Development Initiative  
Javier Munera, Corporación Unidades Democráticas para el Desarrollo (CEUDES)  
Jean Robson Pinheiro, Conselho Indigenista Missionário (CIMI)  
Joazito Viana, Luta Hamutuk  
John Materu, Diocese of Moshi, Rainbow Centre  
José da Costa Undangala, Comissão Arquidiocesana de Justiça e Paz in Lubango  
Joseph D Howard, Center for Justice and Peace Studies (CJPS), Liberia  
Julio dos Santos Pessego, [União Nacional de Camponeses/National Peasants' Union \(UNAC\)](#)  
Katia Ferrari, LVIA  
Kiama Kaara, Kenya Debt Relief Network (KENDREN)  
Linus A Mayembe, Dacheo, Tanzania  
Louis Legge Lako Kenyi, Catholic Development Office – Pastoral Region of Kosti  
Lúcia Andrade, Comissão Pró-Índio de São Paulo  
Luciane Udovic e Bernard Lestienne, Grito dos Excluídos  
Luciano Bernardi, Comissão Pastoral da Terra da Bahia (CPT-BA)  
Lukman Age, The Aceh Institute  
Ma Flor M Te, Sabakan, Diocesan Ministry for Women's and Children's Concerns, Philippines  
Marcelo Osvaldo Aramayo, Comisión Episcopal de Pastoral Social Cáritas (CEPAS Cáritas)  
Marizete de Souza, Conselho Indígena de Roraima (CIR)  
Matt McGarry, Catholic Relief Services (CRS)  
Mauricio Garcia Duran, Centre of Study and Popular Education  
Mauricio Martínez Rivillas, Nacional de Pastoral Social/Cáritas Colombiana  
Milimo Mwiba, Caritas Zambia  
Moses Chingono, Caritas Gokwe  
Musa Mohamad Sanguila, Pakigdait Inc, Philippines  
Mutshipayi, Conference Episcopale Nationale du Congo  
Mxolisi Nyuswa, KwaZulu Regional Christian Council  
Oppa Rukara, Caritas Masvingo, Zimbabwe  
Oscar Ramón López Rodas, Decidamos, Paraguay

Oswald Musoni, Caritas Development Goma  
 Pablo A Regalsky, Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo (CENDA), Bolivia  
 Patson Tinowona Chitopo, Caritas Zimbabwe Harare  
 Philip Kamara, Caritas Makeni, Sierra Leone  
 Pym Ncube, National Council of Disabled Persons of Zimbabwe  
 Regina Salvador-Antequisa, Ecosystems Work for Essential Benefits  
 Rev Phumzile Zondi-Mabizela, KwaZulu-Natal Christian Council, South Africa  
 Rev Sr Mary Bulus, Catholic Diocese of Lafia  
 Rita Schwarzenberger, Hope for the Village Child Foundation, Nigeria  
 Robina Ssentongo, Kitovu Mobile AIDS Organization  
 Rosana de Jesus Diniz Santos, Conselho Indigenista Missionário (CIMI Maranhão)  
 Rosario Slainas, Association Civil Warmi Huasi  
 Rose Mary, Karuna Myanmar Social Services (KMSS), Burma  
 Rosilene Wansetto, Rede Jubileu Sul Brasil  
 Serge Bingane Narwangu, Caritas Bukavu  
 Sergio Cobo, Fomento Cultural y Education  
 Shafiqul Islam, Dhaka Ahsania Mission (DAM)  
 Simão Chatepa, Trócaire  
 Sr Bernadette Uko, Catholic Diocese of Kano/Congregation of Daughters of Charity  
 Sr Bridget Agum, Zambian Rural Health Programme  
 Sr Christy Umeadi, Faith Base, Nigeria  
 Sr Esther Shebi, Carudep Kuru, Nigeria  
 Super Dube, Caritas Zimbabwe Hwange  
 Susana Cordova, Instituto Educa  
 Sylvester Mallah, Mental Health – The Fatima College Campus, Sierra Leone  
 Takura Gwatinyanya, Caritas Zimbabwe Harare  
 Tarira Elizabeth, St. Albert's Mission Hospital, Zimbabwe  
 Tep Monyrotha, Salvation Centre Cambodia (SCC)  
 Tibor van Staveren, Progressio  
 Tim Vora, HIV/AIDS Coordinating Committee (HACC), Cambodia  
 Tsigie Haile, Organization for Women in Self Employment  
 Tugume Desteo, Hoima Caritas Development Organisation (HOCADDO)  
 Vincent Edoku, Caritas Uganda  
 Vitalise Meja, Reality of Aid Africa, Kenya  
 Welcome Sibanda, Caritas Zimbabwe Bulawayo  
 Wonder Mufunda, Caritas Zimbabwe  
 Yoseph Negassa, Action for Development, Ethiopia  
 Zegeye Asfaw, Hundee-Oromo Grassroots Development Initiative.

Nous sommes également reconnaissants à un certain nombre de contributeurs anonymes.

#### **Les participants à l'atelier de travail pilote au Kenya**

Achia Lawrence, National Catholic Commission for Justice and Peace (NCCJP)  
 Caro Nyanjura, Community Development Resource Network (CDRN)  
 Caroline Mukuna, Radio Waumini  
 Grace Anne Namer, Caritas Moroto  
 Hilary Halkano Bukuno, Marsabit  
 Jack Opar, Radio Waumini  
 James Jim Galgalo, Marsabit  
 Kiam Kaara, Kenya Debt Relief Network (KENDREN)  
 Martin Mwendha, Community Development Resource Network (CDRN)  
 Martin Thairu, CERAMIDE  
 Muya John Bosco, Caritas Moroto  
 Sr. Spacioza Kabahuma, National Catholic Commission for Justice and Peace (NCCJP).

**Merci aussi aux employés de CAFOD qui nous ont assisté pour la collecte de données et l'analyse, à Caritas Afrique et Trocaire.**

#### **Photographies:**

Nous sommes particulièrement reconnaissant aux partenaires de CAFOD dont nous avons utilisés la photo pour notre section sur les typologies – Chenda, Banteay Srei; Oriosvaldo de Almeida, Peixinhos; Suzana Arostigui, UNITAS; Un logisticien inconnu du CRS Pakistan; Soeur Esther Shebi, Kuru Water Project; et Innocent Karangwa, Caritas Kyundo.

## Acronymes

AIDS	Acquired Immunodeficiency Syndrome
ART	Antiretroviral Therapy
AVSI	Association of Volunteer Service International
CADEC	Catholic Development Commission
CAFOD	Catholic Agency for Overseas Development
CCJ	Centro de Capacitação da Juventude
CCJP	Catholic Commission for Justice and Peace
CDRN	Community Development Resource Network
CENDA	Centro de Comunicación y Desarrollo Andino
CEPAS	Comisión Episcopal de Pastoral Social Cáritas
CEUDES	Corporación Unidades Democráticas para el Desarrollo
CIMI	Conselho Indigenista Missionário
CIR	Conselho Indígena de Roraima
CJPC	Catholic Justice and Peace Commission
CJPS	Center for Justice and Peace Studies
CODACOP	La Corporación de Apoyo a Comunidades Populares
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
CPT-BA	Comissão Pastoral da Terra da Bahia
CRS	Catholic Relief Services
CSO	Civil society organisation
DAM	Dhaka Ahsania Mission
DSA	Development Studies Association
EADI	European Association of Development Research and Training Institutes
ESRC	Economic and Social Research Council
FAR	Field Anomaly Relaxation
FCAS	Fragile and conflict-affected states
GCAP	Global Call to Action Against Poverty
HACC	HIV/AIDS Coordinating Committee
HDRO	Human Development Report Office
HIV	<i>Human Immunodeficiency Virus</i>
HOCADEO	Hoima Caritas Development Organisation
IDS	Institute of Development Studies
IHCA	Instituto Histórico Centroamericano
IMF	International Monetary Fund
KENDREN	Kenya Debt Relief Network
KMSS	Karuna Myanmar Social Services
LIC	Low-income country
MARP	Most at Risk Population
MDG	Millennium Development Goal
MIC	Middle-income country
NCCJP	National Catholic Commission for Justice and Peace
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OPHI	Oxford Poverty and Human Development Initiative
OSRA	Oromo Self Reliance Association
PANE	Poverty Action Network in Ethiopia
SCC	Salvation Centre Cambodia
SSOPO	Southern Sudan Older People's Organization
UN	United Nations
UNAC	União Nacional de Camponeses/National Peasants' Union
UNDP	United Nations Development Programme
WDI	World Development Indicators

## Développement des typologies des perspectives du Sud

Le processus suivi pour développer ces 'types' s'est inspiré d'un travail précédent de CAFOD 'les types de catholiques en Angleterre et dans le Pays de Galle', et d'une méthode connue sous le nom de 'Field Anomaly Relaxation' (FAR). FAR est utilisé dans le but de modéliser des scénarios dans le futur. Cette méthode identifie les 'moteur' clés pour le futur, et se demande comment ils peuvent être combinés afin d'établir plusieurs scénarios différents. Il se peut qu'il ne soit pas possible de combiner certaine force de façon consistante (par exemple : une combinaison de croissance économique, avec des prix élevés pour les carburants et une situation politique instable peut être jugée inconsistante). La méthode de recherche permet ainsi de déduire des scénarios possibles en combinant les moteurs clés qui peuvent exister au même moment.

Pour cette recherche, au lieu d'identifier les moteurs du changement futur, nous avons identifié les moteurs selon les opinions de nos participants concernant ce qui doit advenir après la fin des OMD. Une analyse de notre recherche qualitative a permis de générer trois problèmes clés :

- Est-ce que les OMD étaient une bonne chose?
- Où est le pouvoir réel ?
- Quelles sont les priorités clés du développement ?
- D'où doivent venir les initiatives du développement ?
- Est-ce que le développement est similaire dans le monde?
- Quels sont les moteurs clés du développement?

La matrice ci dessous met en avant une version simplifiée des opinions de nos participants:

Problèmes	Vues	Vues	Vues	Vues
<i>Est-ce que les OMD étaient une bonne chose?</i>	Non	Sentiments partagés	Oui	***
<i>Où est le pouvoir réel ?</i>	Niveau local et niveau communal	Avec les gouvernements souverains nationaux	Au niveau international et global	Tous les niveaux
<i>Quelles sont les priorités clés du développement ?</i>	Le changement climatique et l'environnement	La pauvreté et la faim	Education et santé	Autres
<i>D'où doivent venir les initiatives du développement ?</i>	Le Sud doit mener la course	Il doit y avoir un partenariat entre les Pays du Nord et du Sud	Le Nord doit mener	Il ne doit pas y avoir de planification après 2015
<i>Est-ce que le développement est similaire dans le monde?</i>	Chaque pays a un contexte différent	Il y a des points communs entre régions	Il y a des priorités clés qui sont un point commun pour tous les gens pauvres et vulnérables.	***
<i>Quels sont les moteurs clés du développement?</i>	Aide/ dette	Commerce et secteur privé	Politique étrangère et sécurité	Une combinaison de causes

En utilisant nos données qualitatives, nous avons regroupés les différents points de vue en les combinant de manière réaliste. Ces deux tableaux résumant la combinaison de nos six types :

'Rom'



'Amero'



'Sister Hope'



<i>Est-ce que les OMD étaient une bonne chose?</i>	Sentiments partagés	Non	Oui
<i>Où est le pouvoir réel ?</i>	Niveau Communautaire et Local	Niveau Communautaire et Local	Au niveau global et international
<i>Quelles sont les priorités clés du développement ?</i>	Pauvreté et faim	Inégalité dans la redistribution des revenus/ Changement climatique et environnement	Santé, éducation et problèmes de genre
<i>D'où doivent venir les initiatives du développement ?</i>	Le Sud doit mener la course	Il n'y aura pas de planification après 2015	Le Nord doit mener la course
<i>Est-ce que le développement est similaire dans le monde?</i>	Chaque pays a un contexte différent	Chaque pays a un contexte différent	Il y a des priorités clés qui sont un point commun pour tous les gens pauvres et vulnérables.
<i>Quels sont les moteurs clés du développement?</i>	Aide/dette	Commerce et secteur privé	Aide/dette

'Chuma'



'Valeria'



'Jamal'



<i>Est-ce que les OMD étaient une bonne chose?</i>	Sentiments partagés	Sentiments partagés	Oui
<i>Où est le pouvoir réel ?</i>	Tous les niveaux	Avec les gouvernements souverains nationaux	Tous les niveaux
<i>Quelles sont les priorités clés du développement ?</i>	Santé et éducation	Environnement et droit de l'homme	Santé et éducation
<i>D'où doivent venir les initiatives du développement ?</i>	Il doit y avoir un partenariat entre les Pays du Nord et du Sud	Il doit y avoir un partenariat entre les Pays du Nord et du Sud	Il doit y avoir un partenariat entre les Pays du Nord et du Sud
<i>Est-ce que le développement est similaire dans le monde?</i>	Il y a des points communs, spécifiquement	Chaque pays a un contexte différent	Il y a des priorités clés qui sont un point commun pour tous les gens pauvres et vulnérables.
<i>Quels sont les moteurs clés du développement?</i>	Aide/dette	Combinaison de facteurs	Politique étrangère et sécurité

## Questionnaire original – distribué aux partenaires de CAFOD

### Questionnaire: Que doit-il advenir après les OMD?

#### Section A: Renseignement personnel

Nom: Est-ce que votre organisation est confessionnelle?

Email: Nationalité:

Position: Sexes:

Organisation: Depuis combien de temps travaillez-vous dans le secteur du développement ?

Dans quel pays travaillez-vous?

Est ce que cette organisation est partenaire de CAFOD?

#### Section B

**Veillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les énoncés suivants en cochant les cases qui conviennent avec un 'X'.**

Enoncés	Pas d'accord Du tout	Plutôt en désaccord	Sans opinion	Plutôt d'accord	Tout a fait d'accord	Commentaires
"Les OMD étaient une bonne chose"						
"Le développement est plus prioritaire qu'avant à cause des OMDs"						
"Les OMD ont rendu l'aide dans mon pays plus efficace"						
"Les OMD ont amélioré le planning du gouvernement "						
"Les OMD ont été les plus Bénéficiaires pour les bailleurs de fonds"						
"Les OMD négligent les problèmes les plus critiques concernant le développement "						
"Les OMD ont fait oublier les causes structurelles de la pauvreté"						
"Les OMD ont pu servir d'objet de lobby pour mon organisation"						
"L'évaluations des OMD est une indication de l'efficacité de l'aide dans mon pays"						
Enoncés	Pas d'accord	Plutôt en	Sans	Plutôt	Tout a fait	Commentaires

	Du tout	désaccord	opinion	d'accord	d'accord	
"Les OMD ont permis l'accomplissement de l'égalité des sexes dans mon pays"						
"Les OMD ont conduits à une prise en compte plus importante des problèmes du SIDA/HIV dans mon pays"						
"Les OMD ont été utiles pour réduire les conflits et consolider la paix dans mon pays"						

**Question 2. Apres 2015, venant la fin des OMD, est-ce qu'il devrait y avoir un nouveau cadre général décidé internationalement pour le développement global. Cochez avec un 'X' .**

Oui	Non	Commentaire

**Question 3. Veuillez cocher quelle déclaration représente votre point de vue concernant ce qui devraient être mis en place après les OMD? Cochez avec un 'X'.**

"Après 2015, on devrait garder les buts des OMD existant et étendre la date limite pour les atteindre"	"Après 2015 on devrait étendre et aller plus loin dans le développement du cadre des OMD"	"Après 2015 on a besoin d'un nouveau cadre et d'une approche au développement différente"	Autres points de vue sont les bienvenues

**Question 4. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les enonces suivants en cochant les cases qui conviennent avec un 'X'.**

Enoncés	Pas d'accord Du tout	Plutôt en désaccord	Sans opinion	Plutôt d'accord	Tout a fait d'accord	Commentaires
"Le processus de décision concernant ce qui doit advenir après les OMD est aussi important que le cadre en lui même"						
Enoncés	Pas d'accord Du tout	Plutôt en désaccord	Sans opinion	Plutôt d'accord	Tout a fait d'accord	Commentaires

“L’élaboration Post-OMD devraient être conduites par les pays du Sud ”						
“Quoi qu’advient après, les OMDs devraient suivre une approche ciblée.”						
“Quoi qu’advient après, les OMDs doivent prendre en compte les contextes des différents pays”						
“Quoi qu’advient après, les OMD devraient inclure plus d’aspects différents concernant le développement”						
“Quoi qu’advient après, les OMD devraient être un cadre de problème plus concis”						

**Question 5. Quels sont les trois problèmes prioritaires dans l’après 2015?**

**Question 6. Tout autre commentaire concernant ce qui devraient advenir dans l’après OMD est bienvenue?  
Merci Beaucoup**

*Merci beaucoup de partager vos points de vue*

**CAFOD**

Romero House  
55 Westminster Bridge Road  
London SE1 7JB  
Tel: 020 7733 7900

[cafod.org.uk](http://cafod.org.uk)

CAFOD is the official overseas development and relief agency of the Catholic Church in England and Wales. Registered charity no. 285776

Contact Amy Pollard:  
[apollard@cafod.org.uk](mailto:apollard@cafod.org.uk)

Photos:  
Annie Bungeroth, Simon Rawles,  
Dado Galdieri, Marcella Haddad and Laura Donkin



Produced in partnership with

